

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE - N° 194

HISTOIRE DE LA PHARMACIE EN RUSSIE

THÈSE

POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

SECTION DE PHARMACIE

présentée et soutenue publiquement devant la Faculté de Médecine et de Pharmacie

le 21 Mars 1934

PAR

Kcenia HIMITCH

Né le 23 Février 1895, à KIEFF (Russie)



LYON

BOSC Frères, M. & L. RIOU

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

42, Quai Gailleton, 42

—
1934

HISTOIRE DE LA PHARMACIE EN RUSSIE

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE - N° 194

HISTOIRE DE LA PHARMACIE EN RUSSIE

THÈSE

POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

SECTION DE PHARMACIE

présentée et soutenue publiquement devant la Faculté de Médecine et de Pharmacie

le 21 Mars 1934

PAR

Kcenia HIMITCH

Né le 23 Février 1895, à KIEFF (Russie)



LYON

BOSC Frères, M. & L. RIOU

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

42, Quai Gailleton, 42

—
1934

PERSONNEL DE LA FACULTE

Doyen honoraire	M. L. HUGOUNENQ.
Doyen	M. J. LEPINE.
Assesseur	M. A. MOREL.

PROFESSEURS HONORAIRES

MM. CAZENEUVE, ROQUE, LANNOIS, HUGOUNENQ, ROCHET
BARRAL, ROLLET, DOYON.

PROFESSEURS

Cliniques médicales	MM. PIC.
Cliniques chirurgicales.....	PAVIOT.
Clinique obstétricale et Accouchements.....	TIXIER.
Clinique ophtalmologique	BÉRARD.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.....	VORON.
Clinique neurologique et psychiatrique.....	BONNET.
Clinique des maladies des enfants	NICOLAS.
Clinique des maladies des femmes.....	LEPINE (J.).
Clinique d'oto-rhino-laryngologie	MOURIQUAND.
Clinique des maladies des voies urinales.....	VILLARD.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie.....	COLLET.
Clinique et prophylaxie de la tuberculose.....	GAYET.
Physique biologique, Radiologie et Physiothérapie.....	NOVE-JOSSERAND.
Chimie biologique et médicale.....	COURMONT.
Chimie organique et Toxicologie.....	CLUZET.
Matière médicale et Botanique.....	FLORENCE.
Parasitologie et Histoire naturelle médicale.....	MOREL.
Anatomie	MANCEAU.
Histologie	GUIART.
Physiologie	LATARJET.
Pathologie externe	POLICARD.
Pathologie interne	HERMANN.
Pathologie et Thérapeutique générales.....	LERICHE.
Anatomie pathologique	FRÉMONT.
Chirurgie opératoire	CADE.
Médecine expérimentale et comparée et bactériologie.....	FAVRE.
Médecine légale	PATEL.
Hygiène	ARLOING (F.).
Thérapeutique	Etienne MARTIN.
Pharmacie et Pharmacologie.....	ROCHAIX.
Hydrologie thérapeutique et climatologie.....	SAVY.
	LEULIER.
	PIERY.

PROFESSEURS TITULAIRES SANS CHAIRE

Chargé d'un cours de Propédeutique de gynécologie.....	MM. CONDAMIN.
Chargé d'un cours d'Anatomie médico-chirurgicale.....	THEVENOT (Léon).
Chargé d'un cours d'Embryologie.....	NOEL.

CHARGÉS DE COURS COMPLÉMENTAIRES

Chirurgie expérimentale.....	MM. TAVERNIER.
Stomatologie	PONT.

AGRÉGÉS

MM.	MM.	MM.	MM.
MAZEL	WERTHEIMER	EPARVIER	CREYSSEL
DUMAS	GATE	GUILLEMINET	DE ROUEMONT
DUFOURT	DECHAUME	MORENAS	PAUPERT.
DEVIC	BERNHEIM	REBATTU	RAVAULT
GABRIELLE	POLLOSSON	REVOL	PIGEAUD
MARTIN (Joseph)	CHAMBON	ENSELME	PONTHUS
ROCHET (Ph.)	CIBERT	SEDALLIAN	MALMEJAC

EXAMINATEURS DE LA THESE

MM. GUIART, *président*; FLORENCE, *assesseur*,
MORÉNAS et REVOL.



La Faculté de médecine de Lyon déclare que les opinions émises dans les dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner ni approbation ni improbation.

« A MA PAUVRE PATRIE MARTYRE »

A MONSIEUR LE PROFESSEUR GUIART
Professeur à la Faculté de Médecine de Lyon
Chevalier de la Légion d'Honneur

Qui a bien voulu nous faire l'honneur d'accepter la présidence de notre thèse.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR MOREL
Professeur à la Faculté de Médecine de Lyon
Officier de la Légion d'Honneur

Témoignage de notre gratitude et de notre profonde estime.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR LEULIER
Professeur à la Faculté de Médecine de Lyon
Chevalier de la Légion d'Honneur

Avec l'expression de toute notre reconnaissance.

I

Pharmacie sous le régime impérial

Introduction - Historique

Jusqu'à ce jour, du moins à notre connaissance, la Russie n'a point apporté aux hommes de sciences, non seulement une œuvre d'ensemble sur les origines et le développement de la pharmacie dans ce pays au temps de l'ancien empire, mais encore le moindre travail imprimé susceptible de fournir les matériaux de cette étude pour l'époque présente, sous le nouveau régime.

L'histoire de la médecine, elle-même, ne possède pas, à cette heure, les ouvrages qui, par leur information critique et par leur étendue, aideraient à séparer pratiquement l'art des apothicaires de celui des guérisseurs. Il importe, en effet, de noter que jusqu'au ^{xix}^e siècle, ce sont les mêmes hommes qui ont exercé la pharmacie et la médecine. Ceci n'a rien qui puisse surprendre, puisqu'il s'agit d'un phénomène historique qui s'est reproduit ailleurs et l'on devrait même dire généralement jusque dans les temps qui ont précédé l'époque moderne, pour les peuples les plus évolués, non seulement de l'Orient, mais encore de l'Europe occidentale.

La cause en est que la pharmacie primitive s'offrait comme une science d'abord religieuse et mystique, puis philosophique. Or, la première médecine ne se manifeste pas sous d'autres espèces. Les prescriptions fondées sur l'observation n'intervinrent que beaucoup plus tard.

En outre, on sait que bien qu'il existât, de leur temps, des manières de préparateurs, nommés selon les pays pastophores, levites, herboristes ou pharmacopoles ; les médecins de l'antiquité apprêtaient eux-mêmes les remèdes qu'ils entendaient administrer. Tel apparaît le cas d'Andromaque, de Pline, de Dioscoride et de Galien. Aussi ont-ils donné à leurs contemporains des notions précises sur chacune des drogues qu'ils préconisaient et utilisaient.

Il n'y a pas de raison valable pour que les difficultés scientifiques auxquelles se sont heurtés des hommes appartenant à des nations qui bénéficiaient d'une civilisation avancée et qui ont conditionné leur effort, n'ont point contrarié et assujetti les meilleurs esprits d'un pays qui, pour n'être pas demeuré barbare, demeurait soumis à de troublantes et continuelles vicissitudes politiques. Mais l'historien, en ce qui concerne spécialement la médecine et la pharmacie, se trouverait réduit à la pure hypothèse, s'il n'avait à se référer qu'aux ouvrages russes composés sur cette matière. En effet, le volumineux travail de Guillaume Richter, publié entre les années 1814 et 1820, ne propose que de très peu nombreuses données historiques, relatives au surplus à des faits datant du xix^e siècle. Viennent ensuite les études les plus récentes du Professeur Oppel, sur l'histoire de la chirurgie, de Pletneff, de Rasoumovskine, de Tchistovitch, etc... Toutefois elles n'ont trait qu'à des branches spéciales de la médecine, prises dans l'état où les auteurs les ont rencontrées, sans apporter aucune lumière sur les phases et les étapes du développement qui les avait amenées à ce point.

Aussi, est-on en droit d'affirmer avec certitude que c'est par suite du défaut d'ouvrages où auraient été recueillis des faits, observations, expériences ou formules, que beaucoup d'indications précieuses relatives à la médecine et à la pharmacie russes sont tombées dans l'oubli : la tradition orale se révèle, en pareille matière, tout à fait insuffisante.

Faut-il, pour autant, abandonner l'espoir de reconstituer, d'une manière sinon complète, du moins sommaire, l'histoire de la médecine et de la pharmacie en Russie tant que ces deux sciences ont été confondues, puis de la seule pharmacie, à partir du moment où celle-ci a été différenciée et séparée de la médecine ?

Nous ne le pensons pas. La matière historique touchant la Russie, les observations sur les mœurs de ce pays, sont assez riches pour inciter à une analyse susceptible de conduire à des remarques suggestives et de déterminer des conclusions intéressantes.

S'il est d'usage de distinguer dans l'histoire de la France deux périodes principales, dont l'une s'étend des origines à la Révolution de 1789 et dont l'autre, qui continue, part de cet événement, il se trouve qu'une division analogue peut maintenant s'appliquer à l'histoire de la Russie. La première période, très longue, commençant pareillement aux origines, lors de la formation des petits Etats, pour aller jusqu'à la Révolution de 1917, et la seconde période se poursuivant depuis cette date, qui vit l'écroulement soudain d'un Empire lentement fédéré au cours des siècles, remplacé par la dictature du prolétariat, sous le nom d'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Comme un semblable bouleversement politique, qui procède de l'application des doctrines de Karl Marx, a, non seulement affecté la vie économique, morale et sociale du pays, mais a encore exercé une influence sur son état scientifique, il nous a paru convenable d'établir parallèlement deux parties dans cet essai sur l'histoire de la Pharmacie en Russie :

- 1° Développement et progrès des origines à 1917;
- 2° Organisation sous le régime communiste.

L'ORIGINE DE LA MÉDECINE ET DE LA PHARMACIE

Une tradition, acceptée presque universellement, fait naître dans l'ancienne Egypte, contrée considérée par certains comme le berceau de l'humanité, la médecine et la pharmacie. C'est dire que ces sciences sont aussi vieilles que l'homme soucieux de lutter depuis toujours contre la déchéance que représente la maladie, et de reculer le plus possible l'humiliante et redoutée échéance de la mort.

La même tradition admet que la médecine et la pharmacie furent rapidement adoptées par les pays voisins de l'Egypte qui les accueillirent avec enthousiasme. Il y aurait probablement lieu de croire que l'humanité primitive, à mesure qu'elle se fractionnera en peuples différents, eut dans chacun de ses clans des hommes versés dans l'art de soigner et de guérir. Et rien ne s'oppose à penser que le prestige de ceux qui passaient pour soulager les maux fut tel, dès les premiers âges, que déjà, d'une nation à l'autre, on les attirait quand on ne se les disputait pas. Toujours est-

il que l'Assyrie, l'Egypte, et à plus forte raison la Grèce et l'Empire romain, nous ont conservé les noms et le souvenir de certains de leurs guérisseurs.

D'après les renseignements généraux que nous possédons, il semble que l'art de la pharmacie ait été, comme les autres connaissances scientifiques, d'une part enseigné à l'Europe occidentale, et d'autre part, chassé-croisé assez fréquent en histoire, transmis par Rome à l'Europe orientale. Il ne pénétra très probablement en Russie qu'à l'époque où celle-ci subissait le joug de peuplades nomades d'origine turque, c'est-à-dire entre le iv^e et le ix^e siècles.

Mais des notions scientifiques, même parées de merveilleux et de mystère, n'étaient que difficilement assimilables par des hommes rudes et plus qu'à demi-barbares. Seuls, se montraient volontiers sensibles aux lointains reflets de la civilisation d'alors, les Slaves installés le long du Dniepr et sur les rivages de la mer Baltique, et ceux qui se groupaient autour des deux grands centres de Kiew et de Novgorod. Néanmoins, trop à l'écart des voies qu'empruntait la culture méditerranéenne, ils restèrent longtemps ensevelis dans les ténèbres de l'ignorance. Ce n'est donc qu'aux environs du ix^e siècle, quand s'opéra la fusion de plusieurs peuples, sous le sceptre de Rurik et quand s'établirent des relations commerciales avec l'Empire grec victorieux, que la Russie s'ouvrit aux choses de l'intelligence.

En effet, du x^e au xvr^e siècle, une série de convulsions politiques transformèrent ce pays en féodalité, — ce qui constitue un progrès quand on vient de l'a-

narchie. Il y eut plusieurs duchés sous la suzeraineté du grand duc de Kiew. A cette époque, le degré de civilisation de la Russie non seulement dépassa peu à peu celui existant dans les Etats plus ou moins informés de l'Europe centrale, mais égala celui dont s'enorgueillissaient des nations avancées telles que la Suède, l'Angleterre et même la France ; des traités de commerce et des mariages princiers resserraient, au surplus, les liens du dernier de ces pays avec la Russie.

Au x^e siècle, le grand-duc Vladimir (vers 980), épousa une princesse grecque, Anne, sœur des Empereurs Basile II et Constantin VIII. Celle-ci introduisit le christianisme dans sa nouvelle patrie et, secondée par son mari, homme éclairé, favorisa, autant que cela lui était loisible, les lettres et les sciences. Or, nous savons qu'à ce moment-là, la médecine et la pharmacie étaient florissantes en Grèce. D'ailleurs, les progrès de l'une et de l'autre nous ont été révélés par les récits qui relatent la maladie du grand duc Sviatoslav II, survenue en 1076. Des praticiens capables d'exercer la chirurgie avaient été appelés de Grèce, à cette occasion, et ils excitèrent une admiration qui leur valut de faire des disciples.

Entre temps, des attaches s'étaient nouées avec l'Europe occidentale. Le principal fait qu'il faille retenir à cet égard est le mariage, en 1051, de la princesse Anne de Russie, fille du duc Jaroslave le Grand, avec Henri I^{er}, roi de France. Elle devint ainsi mère de Philippe I^{er}, tandis que sa sœur, Elisabeth, épousait Ha-

rold, roi de Norvège, et sa sœur Anastasie, André I^{er}, de Hongrie.

LES TARTARES

Dès le commencement du XIII^e siècle, en 1224, la Russie, malgré l'héroïque goût d'indépendance de ses habitants, fut submergée sous les flots de la Horde d'Or, qui déferlait, poussée par Batou-Khan, fils de Gengis-Khan. Puis, en 1240, un autre Batou, fils de Touchi, s'empara successivement de Kiew, de la Podolie, de la Volhynie et de la Galicie orientale. Les Tartares eurent bientôt détruit le fragile édifice de civilisation péniblement élevé par les descendants de Rurik et mal défendu depuis le schisme de 1154 qui mit à Moscou des princes rivaux de ceux de Kiew. Les liens qui rattachaient la Russie aux pays policés du reste de l'Europe furent coupés.

Cette effroyable domination dura plus de trois siècles. D'une manière étroite pendant deux cent cinquante ans environ, jusqu'à l'avènement de Vassili II, en 1389 ; puis avec une moindre rudesse lorsque ce prince eut payé une rançon importante à l'un des généraux de Tamerlan. Les guerres civiles entre les Mongols et les Tartares et aussi certaines conséquences des conquêtes du Tamerlan contribuèrent à alléger le joug. Enfin, en 1481, Iwan III le Grand délivra la Moscovie des Tartares et s'employa à refaire l'unité politique de la Russie. Mais trois cents ans d'esclavage avaient plongé ce pays dans une extrême désolation. Elle se traduisait par une profonde misère économi-

que et une barbarie qui imprégnait les cœurs et les esprits, détournés pour longtemps des arts et des sciences.

L'effroyable empreinte n'était pas encore complètement effacée quand se furent de nouveau écoulés trois siècles. A dire vrai, la Russie ne fut placée au rang des grandes puissances qu'après les longs et constants efforts de ses tsars réformateurs. Ce fut Pierre le Grand (1682-1725), qui lui redonna tout son lustre. Mais le xviii^e siècle était déjà atteint.

Quelles furent, pendant cette interminable période allant du x^e au xviii^e siècle, les vicissitudes par lesquelles passèrent les sciences médico-pharmaceutiques, il paraît presque impossible de le déterminer avec précision. Nous avons noté plus haut, à propos d'un cas particulier, l'influence des savants et des praticiens grecs. Faut-il conclure de la sauvagerie des Tartares que ces derniers étaient complètement dépourvus de connaissances de l'ordre qui nous intéresse ? Ce serait beaucoup s'aventurer. Les envahisseurs nomades arrivaient de l'Orient, où ils s'étaient trouvés en contact avec les Chinois et les Hindous, peuples appartenant à cet Orient, riche en mystère de toutes sortes et qui s'intéressa si étrangement et si particulièrement à celui de la vie. Il y a donc de fortes chances pour, qu'au cours de la servitude militaire imposée par les Tartares, tout n'ait pas péri en Russie du peu qu'on savait de médecine et de pharmacie. Il serait même possible que des notions de cet ordre se soient ajoutées ou substituées à celles admises avant l'invasion.

Pour découvrir ce qui existe de vérité dans une pareille hypothèse, il convient de reconstituer bribe à bribe l'histoire sanitaire de la Russie en en demandant les éléments à l'histoire générale. A cette fin, nous nous sommes référé aux usages et coutumes des campagnes, des villes et de la cour, ainsi qu'aux lois et aux ukases (décret) qui ont été proclamés pour protéger la santé publique. Mais il nous a été tout à fait interdit par les faits de séparer la pratique de la pharmacie de l'exercice de la médecine.

LA PHARMACIE ET LA MÉDECINE POPULAIRE

Des traditions, plus que l'histoire proprement dite, nous apprennent que, dès la plus haute antiquité, il se rencontrait en Russie des personnages qui diagnostiquaient et soignaient les maladies à l'aide de remèdes qu'ils fabriquaient eux-mêmes, surtout à l'aide de végétaux. C'étaient les *Znakhars* — un guérisseur — qui appliquaient le traitement par les simples qu'on retrouve universellement.

Parmi les herbes employées, plusieurs possédaient de réelles propriétés médicinales ; certaines servaient de contrepoison ; d'autres étaient antivenimeuses. Malheureusement, aucune méthode et aucune nomenclature ne sont parvenues jusqu'à nous. Les *Znakhars* opéraient en s'entourant de précautions destinées, d'une part, à créer une impression de mystère qui frappait les âmes primitives, et d'autre part, à garder secrètes des recettes qu'à l'heure de la mort ils ne livraient qu'à une seule personne jugée digne de leur succéder.

De cette médecine et de cette pharmacie primitives, il reste des traces dans les usages des populations rurales qui ont conservé l'habitude de traiter leurs maux avec des simples comme la camomille, la busserole, l'arnica, la réglisse, l'armoise, l'aubépine, etc... Les Znakhars vivaient dans les villages où ils pratiquaient leur art légalement et en toute liberté. Cet état de choses dura jusqu'à la moitié du xix^e siècle, époque à laquelle ces sortes de sorciers commencèrent d'être regardés comme des charlatans et même comme de dangereux charlatans.

En effet, on n'avait pas seulement à leur reprocher les simagrées dont ils entouraient l'administration des remèdes. Il leur arrivait souvent d'avoir recours à des médications susceptibles de déterminer des accidents graves. Citons, par exemple, les os de grenouilles qu'il fallait avaler pour prévenir la fièvre des marais, et les infusions de datura qu'ils préconisaient comme souveraines contre les rhumatismes. Ces excès fantaisistes et dangereux attirèrent l'attention de la justice et entraînèrent des sanctions officielles : les Znakhars furent déclarés exercer la médecine illégalement et poursuivis de ce fait en vertu de la loi, quand ils étaient surpris à faire œuvre de médecins et de pharmaciens.

Il n'empêche que le peuple garda l'habitude de s'adresser à eux, si bien qu'aujourd'hui encore, en dépit des mesures prises et des rigueurs, le Znakhar l'emporte dans la faveur populaire sur le médecin diplômé. A côté des Znakhars, manière de médecins empiriques et superstitieux, on trouvait des « *rebouteux* ». Ceux-ci, sans y être autorisés plus que ceux-là, prati-

quaient la petite chirurgie et la médecine opératoire, traitant les entorses, les foulures et les blessures. Le « rebouteux », de même que le Znakhar, n'agissait qu'en secret et transmettait son savoir à un successeur de son choix. Ces procédés lui valaient, à lui aussi, respect et considération de la part des paysans.

Toutefois, on doit noter un trait à l'honneur des « rebouteux » et Znakhars : les uns et les autres n'ont que rarement usé de leur influence en vue d'obtenir des fonctions publiques et sans leur attribuer un désintéressement de premier ordre, on les voit se livrer à leurs occupations dans un effacement volontaire et caractéristique.

Il existait un autre type de guérisseur, d'une espèce mystique celui-ci : le *sorcier* ou *enchanteur*, comme on les nomme. Ce personnage jouissait d'une grande influence sur les grands, alors que Znakhar et « rebouteux » n'avaient guère de crédit qu'auprès des humbles. L'enchanteur se manifestait généralement sous les espèces d'un vieillard de haute taille, maigre et d'un port que rendait fort majestueux une vénérable barbe blanche démesurément longue. Il vivait solitairement dans la forêt ou hantant quelque vieux moulin abandonné au bord d'une rivière. A l'instar du Znakhar, l'enchanteur possédait une science rudimentaire des simples, mais il s'attachait de préférence au maniement des herbes ayant une vertu narcotique et il prétendait avoir reçu le don d'hypnose. Il se vantait en outre de connaître des plantes capables d'influencer la volonté humaine. Ainsi donc, la clientèle de l'enchanteur ne se recrutait-elle pas seulement par-

mi les malades, mais encore chez les amoureux, les hommes animés de désirs de vengeance ou de lucre, chez ceux que leur avenir rendait anxieux, chez les soldats et chez ceux qui allaient soutenir un duel. Aux uns, il remettait un sachet rempli de terre ou de feuilles qui, porté au cou par l'intéressé, devait soit attirer l'affection de la personne chère, soit provoquer la perte de la personne détestée. Pour les autres, il organisait des séances mystérieuses, au cours desquelles il prononçait des incantations qui rendent invulnérable ou invincible ou qui assurent la victoire. Quelquefois, il entraînait ses dupes sur la rive, à minuit, quand il y avait clair de lune, et lisait leur destin dans l'eau mouvante sous la roue du moulin — à la mode des aruspices consultant les replis des entrailles des oiseaux.

Le peuple, qui craignait les enchanteurs, qui les évitait et ne les aimait point, expliquait comment des vieillards redoutables et astucieux venaient à bout de leur besogne d'illusion : le sorcier administrait préalablement à ses consultants crédules un breuvage ayant des propriétés hallucinatoires. Néanmoins, le secret de la préparation de ces philtres ne nous est pas parvenu, si tant est que l'hypothèse populaire ait correspondu à la vérité.

LES BAINS

D'après les données historiques que nous possédons, l'état sanitaire de la Russie semble avoir été satisfaisant, au cours des anciens âges. Les Russes d'autre-

fois étaient sans doute naturellement très robustes, mais pour entretenir et sauvegarder leur santé, ils avaient recours à la pratique fort simple et fort répandue des *bania*, autrement dit des bains. Le mot, à lui seul, indique l'origine antique de ce moyen, car on y reconnaît aisément *le balnéa* latin, ce qui paraît indiquer un reste de civilisation romaine, conservé à travers les vicissitudes du moyen-âge. L'eau fut, en effet, la guérisseuse préférée des Romains, et, à peu d'exceptions près, on continua de l'aimer pendant la période médiévale.

La plupart du temps, chaque famille disposait de ses bains particuliers. Ils étaient ordinairement placés dans un petit local construit à cet usage et installés de la façon que voici : Les bains comprenaient deux pièces. La première servait de vestiaire : on s'y déshabillait et on y laissait ses vêtements. Dans la seconde, qui était une sorte d'étuve, se dressait au centre un fourneau de vastes dimensions qui était recouvert d'une large pierre plate. Lorsque cette pierre devenait brûlante, on l'arrosait copieusement d'eau. La pièce se remplissait aussitôt d'une vapeur, dont la chaleur atteignait 45° ou 50°.

Le long des murs se trouvaient disposés, comme des rayons, trois ou quatre étages de fortes planches. C'étaient là les lits, sur lesquels s'étendaient les personnes qui voulaient prendre le bain de vapeur. Un dispositif analogue se remarque, au dire des archéologues, partout où la civilisation romaine a laissé des traces.

Le bain ne consistait pas seulement dans cette mé-

thode passive. Les baigneurs, afin de se mieux nettoyer et de rendre plus actif le traitement, se servaient d'un accessoire assez semblable à un petit balai. Cet instrument était fait de brindilles de bouleau, coupées au printemps et desséchées avec soin pendant l'été.

Quelques instants avant le bain, le nombre de balais nécessaires à l'opération étaient mis à tremper dans de l'eau chaude — les bourgeois aisés employaient une solution de menthe. Ainsi préparés, assouplis et imbibés, les balais étaient alors suspendus au plafond de la salle d'étuve où la vapeur s'amassait plus dense. Le moment venu, les « patients » s'en saisissaient puis s'en frappaient légèrement, de telle sorte que les balais remplissaient à la fois l'office d'éponges de propreté et de verges destinées à provoquer les réactions sanguines.

En hiver, lorsque la neige couvrait le sol, il arrivait souvent que les baigneurs sortissent nus des bains : ils allaient, en courant, se rouler sur le blanc tapis, puis rentraient non moins précipitamment dans l'étuve pour y continuer le traitement « à la vapeur », dont la durée était de deux à trois heures. Si énergique que puisse être jugé cet exercice, il affermissait plus généralement les santés qu'il ne provoquait d'accidents. On le complétait, ajoutons-le, avec agrément, par l'absorption finale d'un breuvage alcoolisé et fermenté : le kwas, obtenu par la fermentation de croûtes de pain de seigle dans de l'eau chaude.

La coutume exigeait de tous le bain hebdomadaire. Ceux qui prétendaient y déroger étaient considérés comme malades ou malpropres — ou encore comme

des étrangers barbares — et l'on fuyait leur commerce. Le bon usage réclamait qu'on priât les invités et les visiteurs amis à passer au bain, après quoi, un banquet et le gîte étaient offerts.

Quelqu'un tombait-il malade, les premiers soins qu'on lui administrait consistaient en bains de vapeur. Si le mal résistait, on appelait le znakhar.

Aux derniers temps de l'ancien régime, le gouvernement rendit obligatoire l'usage des bains. Les fabriques, manufactures et usines étaient tenues d'avoir chacune un grand établissement de bains. De même, les casernes possédaient des étuves pour la troupe, qui s'y rendait, par ordre, comme à l'exercice.

Dans les villages, les établissements de bains demeurèrent propriété privée jusqu'en 1918 date à laquelle les communistes les déclarèrent nationalisés. Les conséquences de cette mesure se sont révélées désastreuses : les petits bains familiaux, sources de santé et d'hygiène, jusqu'alors entretenus avec un soin jaloux, furent remplacés par des salles de bains publics, malpropres et ouvertes sans contrôle aux malades contagieux. Aussi, les bains passent-ils maintenant pour des foyers d'infection.

Les journaux soviétiques, eux-mêmes, nous ont en outre appris que le nombre des salles de bains a considérablement diminué, et que, de plus, les bains servent parfois de lavoir pour le linge. Il en résulte qu'il est très difficile d'obtenir accès dans ces établissements d'où, enfin, les balais traditionnels et le savon ont presque complètement disparu.

APPARITION DU MÉDECIN ; OUVERTURE DE LA PREMIÈRE
PHARMACIE

On trouve dans l'histoire générale des indications relatives à l'existence de médecins en Russie, au cours du moyen-âge. Les exemples cités le plus communément sont ceux de Pierre Sirianine, qui exerçait au xii^e siècle, et de certain Italien, Antoine, qui, au xv^e siècle, soigna le Tsar Yvan III.

Les praticiens étrangers que le hasard amenait à la cour ont, parfois, subi un triste sort : témoins Antoine et Léon, médecins venus de Rome, qui furent condamnés à mort parce qu'ils n'avaient pas réussi à guérir un courtisan.

Auprès du grand-prince de Russie Basile IV, premier autocrate qui régna de 1505 à 1533, vivaient deux fameux médecins, Zoueff et Théophile, qui le soignaient et qui l'assistèrent jusqu'à sa mort. Ils ont laissé un intéressant mémoire sur la maladie de ce souverain. De même, pendant la domination d'Yvan le Terrible, successeur du précédent et premier tsar, plusieurs médecins vécurent à Moscou. Anglais pour la plupart, ils étaient venus en Russie à l'instigation de la reine Elisabeth d'Angleterre.

Les principaux furent Lenzey et Bomeley, l'un et l'autre bénéficiant de la faveur de Basile. C'est à leur initiative et à leurs efforts persévérants que la Russie doit sa première pharmacie, ouverte à Moscou en 1581.

Là, étaient emmagasinés tous les remèdes alors employés en Europe. Mais, d'après les inventaires et les mémoires du temps, on est bien obligé de constater

que les amulettes, les fétiches, les bagues magiques, les cornes et les griffes d'animaux, et les pierres précieuses, l'emportaient en nombre sur les drogues et les médicaments. La vogue des pierres précieuses montre notamment quelle était encore l'influence de l'Orient à cette époque : les pierres avaient, croyait-on, la vertu de prévenir les maladies et il fallait, pour chacune des maladies, une pierre d'une couleur particulière. Toutefois, l'officine renfermait quelques plantes médicinales et de rares ingrédients, comme la fleur de soufre qu'on administrait dans des potions.

Il appartenait aux médecins de préparer les remèdes après avoir diagnostiqué la maladie. Ce fut en 1588 que parut le premier recueil pharmaco-médical. Ce livre relatait les méthodes en usage pour le traitement des maladies les plus communes ; il contenait en outre la description de ces maladies et la nomenclature des médicaments propres à les guérir, ou à soulager les malades.

En 1602, un apothicaire, Frincham, publia une véritable pharmacopée : elle contenait, dit-on, la morphologie et la posologie de l'opium, du séné, de la mauve, de la cannelle, du soufre, des « mouches de Milan » et de bien d'autres médicaments. A la vérité, le texte exact et intégral de cette pharmacopée n'est pas parvenu jusqu'à nous. Mais, nous avons d'excellentes raisons de supposer, d'après certains commentaires et certaines citations, qu'elle renfermait une longue liste de plantes et de produits curatifs — et l'on sait que la création des deux premiers jardins de plantes médi-

cinales, situés, l'un à Moscou, l'autre à Ismaïlof, est contemporaine de l'édition de cet ouvrage.

Pour garnir ces jardins, où l'on voyait de la rhubarbe et de la badiane, il fut nécessaire de faire venir des plantes de tous les points de la Russie ; la Sibérie et la Bulgarie furent elles-mêmes mises à contribution. En même temps, on approvisionna la pharmacie en produits chimiques tels que silice, potasse et sulfate de cuivre, dont elle était encore assez pauvre.

Au cours de la première moitié du ^{xviii}e siècle, sous le tsar Michel Romanov, s'ouvrit le premier bureau médico-pharmaceutique, chargé de la santé et de l'hygiène publique, et particulièrement de la lutte contre les épidémies et les maladies contagieuses. C'était l'*Ap-tekarskii prikaz*. Il désignait à chaque médecin le lieu de sa résidence et de son exercice et faisait subir aux praticiens étrangers, nouvellement établis en Russie, un examen sévère pour se rendre compte de leur savoir. Le bureau s'occupait aussi de la traduction en russe des pharmacopées et des traités de médecine étrangère. Son activité se manifesta encore par la fondation d'une seconde et d'une troisième pharmacie à Moscou, puis d'une quatrième à Vologda, localité située au nord de la Capitale. Ces établissements étaient approvisionnés et soutenus par une contribution des fonds publics.

Le même temps vit construire à Moscou le premier hôpital russe qui portait sur son fronton, cette inscription, rédigée par le tsar en personne : « Que les pauvres gens trouvent ici la consolation et l'allègement à leurs maux ».

Cet asile de la douleur n'allait pas tarder à être surpeuplé : la peste, venue d'Asie, causa en Russie de cruels ravages. Le fléau devint si terrible que le tsar et sa cour furent contraints d'abandonner Moscou déjà dépeuplée, car ses habitants — à l'exception des moribonds de l'hôpital — étaient morts pour la plupart, ou avaient fui.

Pour lutter contre cette peste, on édicta des règlements très sévères. Une « quarantaine » de deux semaines était imposée aux immigrants, qui, empêchés de passer la frontière, demeuraient sous surveillance. Les habitants de l'empire étaient, sous peine de mort, obligés de déclarer leurs malades pour que fussent désinfectées leurs maisons. En d'autres cas, les maisons contaminées étaient fermées et demeuraient longtemps inhabitées, après qu'on eût brûlé les effets et les objets appartenant aux pestiférés. On rapporte que certains immeubles et que même des villages entiers furent non seulement évacués, mais incendiés par ordre.

L'épidémie laissa un tel souvenir de désolation et de terreur dans l'esprit des rescapés que lorsqu'en 1655, la peste dite de Londres éclata en Angleterre, le tsar, pour apaiser les craintes du populaire, dût ordonner non seulement la fermeture de tous les ports aux navires britanniques, mais encore interdire à ces derniers de naviguer dans les eaux russes.

LES PROGRÈS DE LA MÉDECINE ET DE LA PHARMACIE
SOUS LE RÈGNE DE PIERRE LE GRAND

Paralysée plutôt que favorisée par ces vicissitudes, la science médicale et pharmaceutique ne fit aucun progrès jusqu'au règne de Pierre le Grand, c'est-à-dire jusqu'au dernier quart du ^{xvii}^e siècle. Mais, dès l'avènement de ce prince, elle connut un développement et un perfectionnement soudains. Avant que de monter sur le trône, le futur tsar avait, ainsi que l'on sait, voyagé incognito dans nombre de pays, guidé par le seul désir de se renseigner et de s'instruire, afin de pouvoir plus tard enseigner et diriger ses sujets.

Pierre étudia l'appareil administratif des peuples parmi lesquels il séjournait, leur technique industrielle et notamment la construction des navires, et aussi les sciences naturelles. Il suivit des cours d'anatomie et de chirurgie en Hollande — où il se rendit acquéreur du Musée anatomique de Ruysch, alors très réputé à l'étranger et qui allait devenir une des curiosités de la Russie.

Malgré le peu de temps qu'il pouvait consacrer à chacune de ses études, le prince se passionna pour la médecine.

Il rechercha ceux qui s'étaient rendus illustres dans cet art, comme Bourgaasé et Leuwenhock. Celui-ci, qu'il connut à Delft é lui enseigna le maniement du microscope. Enfin, sous la direction du médecin hollandais Termonte, il s'initia aux macabres, mais utiles mystères de l'autopsie. Pendant son séjour en France, Pierre le Grand ne manqua point d'apporter toute son

attention au fonctionnement de l'organisation qui assurait la protection de la santé publique.

De retour chez lui, le tsar commença, avec son énergie habituelle, d'entreprendre la réforme de la pharmacie et de la médecine russe. Son premier soin fut d'envoyer une trentaine de jeunes gens, appartenant aux meilleures familles de la cour, dans les pays où il avait observé que la médecine fût en honneur. C'est ainsi qu'il fournit de sujets d'élite l'école du Docteur Blumentrosté, d'origine probablement allemande.

Grâce aux notions dont il s'était muni, il ne tarda pas à s'apercevoir que la plupart des médecins étrangers établis en Russie étaient pour le moins médiocre. Alors, ayant eu recours aux lumières de Bidloo et de Barhaavé, il invita à venir en Russie d'autres praticiens dont la valeur était certaine et il les prit à son service.

Par la même occasion, le tsar confia au très réputé Professeur hollandais, Bidloo, la mission importante d'aménager un hôpital d'après le plan de celui qu'il avait visité à Greenwich pendant son séjour en Angleterre. Dans cet hôpital, Pierre le Grand ouvrit une école de médecine, à laquelle il attacha une salle d'autopsie, et un jardin botanique pour l'étude des plantes médicinales. Des cinquante élèves entrés dans cette école, trente-trois obtinrent le titre de médecins en 1713, et ce fut la première promotion officielle de médecins russes.

Ce succès décida l'empereur à construire à Pétersbourg deux autres hôpitaux, auxquels étaient annexées deux écoles de santé. L'un des hôpitaux était

destiné aux marins, l'autre aux soldats. Dix nouveaux hôpitaux, répartis dans le reste du pays, furent encore édifiés sur les ordres de Pierre le Grand, qui en surveilla lui-même la construction. L'intérêt que le tsar portait aux questions de salubrité, était tel qu'il rédigea plusieurs études sur l'hygiène, en même temps qu'il encourageait la traduction en russe des ouvrages médicaux étrangers.

Il est un trait que l'historien se trouve obligé de noter à ce propos : c'est l'appui pratique que Pierre le Grand donnait à ses médecins. Il arrivait assez fréquemment, à cette époque d'ignorance, que les malades se refusassent énergiquement aux soins qui leur étaient prodigués. Ceux-ci esquivaient une opération chirurgicale, ceux-là se dérobaient au traitement médical. Quand l'empereur apprenait ces résistances, il se rendait à l'hôpital et procédait en personne à des interventions : extractions dentaires, ouvertures d'abcès ou paracentèses, ce qui témoigne d'une certaine habileté.

La population, du dernier des moujiks au plus riche des boyards, avait une peur atroce du médecin et plus encore du chirurgien. Il y avait peut-être à cela des raisons valables. Toujours est-il que pendant longtemps personne, pour rien au monde, n'aurait consenti à servir de patient, même pour une opération absolument nécessaire et de surcroît très bénigne. On doit au célèbre tsar d'avoir contribué à vaincre cette répugnance.

La pharmacie fit des progrès parallèles à ceux de la médecine, pour la simple raison que tout médecin

avait le droit d'ouvrir une pharmacie. Cette disposition légale permit à onze officines de s'ouvrir à Moscou, tandis qu'il s'en fondait huit à Pétersbourg. On en compta bientôt dans toutes les villes principales de la Russie. Malheureusement, aucun document ne nous éclaire sur l'organisation, sur le fonctionnement et sur l'approvisionnement de ces établissements.

L'an 1719 enregistra une innovation d'importance : dans une île de la Néva, qui reçut plus tard le nom « d'île pharmaceutique », les services officiels plantèrent un grand jardin botanique où l'on cultivait uniquement des végétaux à usage médicinal.

Le bureau médico-pharmaceutique, fondé par le tsar Michel Romanov, fut réorganisé et chargé de diriger les hôpitaux, les pharmacies et les écoles médicales de tout l'empire : l'âme de ces transformations était Pierre le Grand, qui parvint finalement à faire comprendre à son peuple l'utilité des hôpitaux et des médecins. Ce travail de l'opinion fut si profond que l'œuvre du tsar subsista après sa mort, quoique sous les règnes suivants, la médecine et la pharmacie n'aient plus fait des progrès aussi rapides.

Du temps de celui qui fut surnommé le « Père de la Patrie », les savants étrangers, et principalement les Allemands, jouissaient d'une grande influence à la cour et dans le pays, du fait de leur savoir, et aussi parce qu'ils étaient pour la plupart, invités par le souverain.

Il y en avait toutefois, de deux catégories ; les uns étaient des hommes éclairés et instruits dans les branches les plus diverses de la connaissance humaine, et

qui aspiraient à s'identifier à la population russe, dont les mœurs leur plaisaient. Ils avaient, à la vérité, peu de peine à aimer sincèrement leur nouvelle patrie : c'était volontairement qu'ils l'avaient adoptée et la protection du tsar la leur rendait plus accueillante encore. Aussi s'efforçaient-ils de toute leur ardeur à seconder le maître qui cherchait à la faire avancer dans la voie de la civilisation.

Quant aux autres, à l'opposition des premiers, ils se tenaient à l'écart en formant des cercles où ne fréquentaient que leurs compatriotes. Ils regardaient le peuple russe et tout ce qui le touchait, avec un insolent mépris : c'était pour eux une race inférieure incapable de recevoir les éléments de la science et d'accéder à la culture occidentale.

Dans le premier groupe on comptait des hommes éminents comme le Professeur Bidloo, organisateur des écoles médicales et chirurgicales de Moscou. Le second avait à sa tête le Professeur Teilsse, docteur et aussi directeur de la plus importante pharmacie de Moscou. Teilsse détestait naturellement Bidloo qu'il jalousait. Mais ceci est une autre histoire.

ORGANISATION DES ÉCOLES MÉDICALES

Comment les écoles médicales étaient-elles organisées à cette époque. Voici, en substance, ce que Bidloo nous rapporte sur son œuvre.

Comme les professeurs des écoles médicales et chirurgicales étaient tous étrangers, l'enseignement se donnait à la fois en langue hollandaise et en langue

latine. La parfaite connaissance de ces deux langues était donc obligatoire pour pouvoir suivre les cours.

Au début, les étudiants étaient pareillement tous étrangers. Mais bientôt le tsar demanda aux jeunes russes qui étudiaient la théologie dans les séminaires, d'apprendre aussi la médecine.

On s'attachait surtout à la médecine pratique, dans les hôpitaux où l'on soignait et l'on opérait les malades, et dans les salles d'amphithéâtre où l'on procédait à l'autopsie des cadavres, sous la surveillance des maîtres. La méthode adoptée comme la plus féconde en résultats, consistait dans la visite des cliniques ; le professeur, accompagné des docteurs, des apothicaires et des étudiants, procédait sur place à la consultation et les élèves prenaient des notes.

Les études duraient cinq ou sept ans, quelquefois dix ans, selon la capacité et l'intelligence personnelle de chaque élève.

A l'exemple du Professeur Bidloo, le Docteur Kondoidi, un des organisateurs des écoles médicales, lorsqu'il organisa l'école médicale de Pétersbourg, recruta plusieurs de ses élèves parmi les séminaristes, en vue de remplacer plus tard les médecins étrangers. Quand les étudiants russes prédominèrent dans les écoles de médecine et de pharmacie, les cours, jusqu'alors faits exclusivement en hollandais et en latin, furent professés aussi en langue russe. Mais cette forme d'enseignement ne fut déclarée officielle qu'en 1764.

Le premier professeur en médecine et en pharmacie de nationalité russe fut le Docteur Constantin Chépine, diplômé d'abord de la Faculté de Leyde et

qui, ensuite, se perfectionna à Londres et à Paris. Revenu en Russie, il fut nommé médecin d'une division de l'armée avec laquelle il fit la campagne de Prusse. A la fin de cette guerre, Constantin Chépine entra comme professeur à l'école médico-chirurgicale de l'hôpital militaire de Moscou.

Ce fut un érudit et un orateur célèbre. La matière de ses cours s'étendait à la physiologie, à l'anatomie et à la pathologie. L'initiative lui revint d'avoir attiré l'attention des étudiants sur la composition et sur les qualités d'eaux minérales qu'il avait apportées de l'étranger.

Après Pierre le Grand, les écoles de médecine et de pharmacie continuèrent la tradition établie par ce monarque d'envoyer, leurs études finies, les meilleurs élèves à l'étranger pour s'y perfectionner. C'est de la sorte que beaucoup d'entre eux devinrent capables d'occuper avec éclat des chaires magistrales dans les facultés russes. Parce que les étudiants et les professeurs allemands étaient nombreux en Russie, l'influence germanique se fit sentir durant de longues années dans ce pays. Mais, peu à peu, grâce à l'effectif sans cesse croissant des médecins russes, cette influence s'atténua et finit par disparaître complètement. Et avec elle tomba le dernier obstacle qui s'opposait au développement d'une médecine d'esprit national.

A peine un siècle s'était-il écoulé depuis la réforme initiale de Pierre le Grand ; or, ce laps de temps suffit pour que la Russie se couvrit d'hôpitaux et de pharmacies. Le début du xix^e siècle peut être regardé à cet égard comme une époque digne de retenir l'atten-

tion : l'empire des tsars possédait désormais ses médecins, ses professeurs, ses savants qui, tous, travaillaient à son bien-être et à sa grandeur.

Durant la période préparatoire à cette situation remarquable, les guerres, si fréquentes et si longues dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, contribuèrent pour beaucoup à l'avancement des sciences médicales et chirurgicales. Car le maintien du bon état sanitaire d'une armée en campagne exige des soins attentifs, éclairés et constants et, d'autre part, la fatalité veut que les chirurgiens soient continuellement exercés. C'est ainsi qu'on s'explique que la première école supérieure, fondée à Pétersbourg, ait été désignée sous le nom « d'Académie médico-chirurgicale ».

Parmi les élèves innombrables que forma cette Académie, il se trouve une belle phalange de sujets d'élite dont les noms, restés célèbres, figurent dans l'histoire, à ne citer que Bouche, Bouialsky, Pirogove, Pavlove, Botkine. Méchnikoff et le chimiste célèbre, inventeur de tableaux des éléments chimiques, Mendeleeff sont issus de l'université russe.

L'ORGANISATION DE LA PHARMACIE AVANT LA RÉVOLUTION

Le Ministère de la santé publique n'existant pas en Russie, il y avait, pour le remplacer avant la révolution, deux organismes :

- 1° Le conseil médical général ;
- 2° Le bureau de l'inspection générale.

Tous deux rattachés au Ministère des affaires intérieures.

Le conseil médical élaborait à l'intention des médecins les propositions de lois qui devaient être soumises à l'approbation de la Douma, c'est-à-dire du Parlement et du Sénat.

Le bureau de l'inspection générale appliquait des lois et veillait à leur exécution, en même temps qu'il avait à se préoccuper du progrès de la médecine et des conditions de l'hygiène publique. Etant donné l'immensité de l'empire russe, il y avait encore des bureaux affectés spécialement au service médical relevant des Ministères du commerce et de la guerre. D'autre part, pharmacies et hôpitaux ruraux étaient rattachés au Ministère de l'agriculture, ainsi que les jardins botaniques. Mais il faut retenir que toutes les dispositions prises et toutes les réformes envisagées par ces bureaux de détail devaient, préalablement à leur application, être approuvées par le conseil médical général.

La direction des établissements médicaux de chaque département était confiée à un inspecteur départemental, qui gérait un bureau personnel, mais qui dépendait de l'inspection générale. Pareillement, la direction des pharmacies et celle des employés de médecine incombait à l'inspecteur départemental, dans le ressort duquel établissements et personnels se trouvaient dépendre.

Chaque canton avait aussi son inspecteur, relevant de l'inspecteur départemental. Il en allait de même pour les inspecteurs municipaux existant dans les principaux centres urbains.

Parallèlement à cette organisation que nous nom-

merons officielle, il y en avait une autre dont les formations étaient appelées « zemstvo », c'est-à-dire agricoles, et dont l'origine ne remonte qu'à la seconde moitié du xix^e siècle. C'était un appareil fonctionnant à la manière des municipalités qui subsistent encore aujourd'hui dans la plupart des villes, à l'étranger. Il consistait en un bureau ou conseil rural dont les membres, élus pour quatre ans, se recrutaient au moyen de candidats bénévoles. Il y avait aussi des bureaux agricoles départementaux qui avaient juridiction sur les bureaux cantonaux. Les uns et les autres exerçaient une grande influence sur la vie de régions souvent très vastes et dont ils avaient la charge administrative. Leur objet principal était d'améliorer les méthodes de culture en général, de répandre la pratique des instruments aratoires, et de perfectionner l'outillage existant. Pour ce faire, ils instituèrent des écoles où l'on donnait un enseignement théorique et pratique, et des fermes modèles où l'on trouvait du bétail pour la reproduction, ainsi que des semences de qualité. Les bureaux fournissaient encore aux paysans tout ce qu'il faut pour cultiver la terre et améliorer le rendement. Néanmoins, il n'y aurait pas eu lieu d'en parler ici, si, à côté des écoles, des fermes et des magasins, les bureaux n'avaient pas fondé des hôpitaux et des pharmacies.

Vers la fin du xix^e siècle, cette organisation se trouvait réalisée en vingt-quatre départements; il n'y avait guère de cantons qui n'eussent pas leur hôpital, dit hôpital agricole, et une pharmacie, à la tête desquels se trouvait un pharmacien appartenant au conseil

agricole. Malheureusement pour le reste du pays, c'est-à-dire pour la majeure partie de la Russie, ces utiles bureaux ne représentaient qu'un idéal, un rêve pas encore réalisé, car cette réforme, coûtant très cher, ne gagnait les départements que peu à peu.

On peut juger du progrès accompli dans les départements dotés d'un bureau par la comparaison suivante :

a) *Départements dotés d'un bureau :*

- 1 lit d'hôpital pour 535 habitants ;
- 2 pharmacies et un poste médical pour 27.000 habitants.

b) *Départements sans bureau :*

- 1 lit d'hôpital pour 1.440 habitants ;
- 1 pharmacie et 1 poste médical pour 35.000 à 52.000 habitants.

Pour couvrir les frais d'entretien des hôpitaux et du personnel sanitaire, ainsi que des médecins et pharmaciens, les bureaux agricoles avaient le droit de lever et de percevoir sur la population un impôt spécial.

Il faut noter, à ce propos, que la Russie de l'ancien régime était un pays de cultivateurs plutôt que d'ouvriers. Malgré tout, le gouvernement faisait de louables efforts en vue d'améliorer le sort des ouvriers. C'est pourquoi il organisa notamment un corps d'inspecteurs qui avaient pour tâche de surveiller les conditions du travail et l'hygiène dans les milieux industriels. Chaque usine devait avoir un dispensaire et une pharmacie avec un médecin et un pharmacien à

la disposition des malades et des blessés. En 1912, une loi imposa la fondation des caisses d'assurances contre les accidents du travail et des maladies professionnelles. Le bénéfice de cette assurance qui, par la suite, assista l'ouvrier dans toutes ses maladies, s'étendit finalement à la famille entière de ce dernier.

Outre les organisations médicales, créées par le gouvernement et par les bureaux agricoles, il existait nombre de sociétés de bienfaisance, venant au secours de la population, surtout en ce qui concernait l'hygiène et l'entretien de la santé. La plus importante d'entre elles était la Croix-Rouge, qui possédait dans la plupart des villes ses dispensaires et ses magasins de pansements et de médicaments.

L'OUVERTURE DES PHARMACIES

La loi de 1873, élaborée à la suggestion du conseil général médical, autorisa l'ouverture d'officines pharmaceutiques. Mais une permission du ministère de l'intérieur était indispensable. La pharmacie devait, en principe, être tenue par un pharmacien titulaire. Il arrivait pourtant que sa gérance fut confiée à un commerçant sans titre, ni diplômes. Alors, la haute direction était assumée par un pharmacien ayant fait des études régulières.

Afin d'éviter la concurrence, le nombre des officines était strictement limité. A Moscou, à Pétersbourg et à Varsovie, par exemple, il n'y avait qu'une seule pharmacie pour chaque fraction de population s'élevant à 12.000 habitants. Dans d'autres villes, on trou-

vait une pharmacie par 10.000 habitants et dans les bourgs, il en existait pour 7.000 personnes. La loi réglait également le nombre des pharmacies rurales; ce n'était pas d'après l'effectif des habitants, mais d'après un nombre déterminé de kilomètres: une pharmacie de campagne avait généralement 15 kilomètres de rayon. En 1882, ce rayon fut diminué et ramené à 7 kilomètres. Les petits villages, éloignés d'agglomérations importantes, étaient autorisés à avoir des dépôts de médicaments fournis par la pharmacie la plus proche. La permission de vendre des remèdes sur les foires et sur les marchés pouvait être accordée, mais seulement dans les régions ne possédant pas d'officines.

En 1912, la loi fut sensiblement améliorée : municipalités et conseils agricoles reçurent le droit d'ouvrir les pharmacies qui leur semblaient utiles, sans autorisation préalable du Ministère de l'Intérieur. Seul, le vote de l'assemblée municipale ou du conseil agricole était requis. Les pharmacies existant dans ces conditions ne pouvaient ni être vendues ni devenir propriété privée : elles restaient toujours, par définition, le bien des conseils agricoles ou des municipalités qui les avaient créées.

On distinguait alors deux types de pharmacies :

1° Les pharmacies urbaines, dites de première classe ;

2° Les pharmacies rurales, dites de seconde classe.

Chaque pharmacie de ville devait comprendre :

1° Un laboratoire pour la préparation des ordonnances ;

2° Un magasin de stock ;

- 3° Un laboratoire pour analyses ;
- 4° Une cave sèche ;
- 5° Une glacière ;
- 6° Un séchoir pour les simples ;
- 7° Un grenier pour conserver les plantes séchées.

Une pharmacie de campagne pouvait se contenter de :

- 1° Un laboratoire pour la préparation des ordonnances ;
- 2° Une pièce pour les appareils de distillation ;
- 3° Une cave ;
- 4° Un séchoir pour les plantes.

Les bureaux agricoles ouvraient des pharmacies dans les régions qui en étaient encore dépourvues et dans celles où les pharmaciens établis ne suffisaient pas à servir la clientèle — quand le nombre primitif des habitants avait augmenté.

Certaines pharmacies étaient, en outre, attachées les unes aux hôpitaux, les autres à des organismes d'Etat ou à des Sociétés de bienfaisance. Les pharmacies attachées aux hôpitaux étaient au service exclusif de ces derniers ; elles n'étaient pas habilitées à vendre des remèdes au public. Cependant les pauvres y recevaient gratuitement des médicaments. Les pharmacies d'Etat dépendaient des universités, de la flotte et de l'armée. Quant aux pharmacies de la Croix-Rouge, elles étaient assez répandues.

On ne connaît pas au juste le nombre des pharmacies qui existaient en Russie à la fin du régime impérial. Il est néanmoins permis de fournir les précisions suivantes :

Pharmacies de la Russie d'Europe (non compris la Pologne et la Livonie)	3.905
Pharmacies du Caucase	583
Pharmacies de la Sibérie	303
Pharmacies de la Pologne	1.200
Pharmacies de la Livonie	250
Pharmacies rattachées aux hôpitaux civils et militaires	3.847
Total	10.088

Sans compter les pharmacies fondées par les bureaux agricoles et par les sociétés de bienfaisance.

Pourtant, comme il y avait des conseils agricoles dans 24 départements, et comme ces conseils créaient des pharmacies dans tous les bourgs de quelque importance, on peut admettre que le nombre des pharmacies s'élevait en Russie à environ 12.000.

On est obligé de constater que, vu la grande étendue du territoire russe, ce n'était guère — quoiqu'il ne faille pas oublier que le peuple, dans son ensemble, d'une part, ne s'adressait à la pharmacie que pour l'exécution des ordonnances médicales, et d'autre part, n'appelait le médecin que dans les cas graves.

Les pharmacies étaient inspectées trois fois l'an, par un inspecteur départemental. Celui-ci rédigeait un rapport destiné à l'inspecteur médical général, résidant à Pétersbourg.

LA PHARMACOPÉE RUSSE

La première pharmacopée fut éditée en langue latine ; elle porte la date de 1798. Depuis, six éditions

ont paru en langue russe. Lorsqu'éclata la révolution de 1917, on comptait trois éditions d'une pharmacopée russe spéciale.

Cette pharmacopée était en trois parties principales et comprenait un supplément. En voici l'analyse :

Pharmacopée proprement dite :

1° Nomenclature des médicaments par ordre alphabétique ;

2° Réactifs et solutions titrés ;

3° Description des appareils usités en pharmacie.

Supplément :

a) Règlement pour la délivrance des poisons ;

b) Tableaux : 1° poisons ; 2° narcotiques ;

c) Contrepoisons ;

d) Produits vétérinaires.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Les laboratoires des pharmacies étaient primitivement des lieux où l'on ne préparait que les médicaments magistraux et les produits galéniques. Ils ne tardèrent pas à devenir insuffisants, surtout quand il fallut préparer en plus grande abondance et plus souvent les produits galéniques. L'apparition des nombreuses pharmacies fondées par les conseils agricoles provoqua une demande plus étendue et plus active de ces produits que les laboratoires du début ne parvenaient plus à fabriquer au gré des besoins.

C'est alors que se développa l'industrie pharmaceutique. La première usine fut construite à Moscou. C'était un ancien laboratoire de la pharmacie Nicols-

kaïa (de Saint-Nicolas) transformée en Usine V. K. Foreïne, du nom de son propriétaire. En 1896, une seconde usine fut fondée, mais celle-ci par le conseil agricole du département de Tver. Ces deux établissements étaient de type universel, c'est-à-dire qu'ils fabriquaient à peu près tous les produits chimiques et galéniques. Ce ne fut qu'au début du xx^e siècle qu'une usine de produits exclusivement galéniques entra en exercice. Dès cet instant, les usines de ce genre se multiplièrent à travers la Russie. Chacune des principales villes en possédait une ou deux. Ainsi, à Moscou, il y avait les usines Blumenthal, Radiy, Galène; Griningue à Riga; Jurotat à Kiew; Segal à Vilno; à Varsovie, etc., etc...

Le conseil agricole créa en outre force laboratoires afin de pourvoir aux besoins des pharmacies qu'il dirigeait.

D'autre part, les progrès des industries chimique et pharmaceutique furent très rapides, car il y avait en Russie abondance de matières premières et d'alcool à très bas prix.

D'autres usines surgirent dans les pays où l'on cultivait les diverses espèces de plantes médicinales. C'est de la sorte qu'une usine spécialisée dans la fabrication de l'extrait de réglisse, s'éleva dans la région du Caucase où la réglisse abonde à l'état sauvage. De même pour l'extrait de fougère mâle, une usine fut encore bâtie sur les rives de la Baltique où la fougère pousse à profusion dans les immenses forêts qui couvrent la contrée. Enfin, d'autres établissements entreprirent de préparer des médicaments dosés, sous forme de pilules, de dragées, de comprimés, etc....

Quoi qu'il en soit, la production de l'industrie pharmaceutique ne connut, jusque dans les années qui précédèrent la guerre de 1914-1918, qu'un médiocre développement. La fabrication ne dépassa jamais 24.000 à 28.000 kilogs pour la meilleure année, ce qui obligeait la Russie à importer 250.000 kilogs pour satisfaire aux besoins de sa consommation. En revanche, les produits galéniques atteignirent 11.068 tonnes, chiffre qui correspondait presque entièrement à la demande de la population.

Quant aux produits minéraux et synthétiques, on les importa dans leur totalité, ou peu s'en faut, jusqu'à la fin du xix^e siècle. L'année 1900 marqua, à cet égard, une date importante, puisqu'elle vit l'usine Forréine préparer, pour la première fois, l'eau oxygénée, le carbonate de chaux, les sulfates de fer et de cuivre. En 1913, cette même usine commença à fabriquer industriellement du sublimé et du calomel qui n'avaient encore, en Russie, été préparés qu'à la main, selon des procédés primitifs.

Telle se présentait l'industrie pharmaceutique russe. Mais celle-ci subissait, à l'intérieur même du territoire, une concurrence active : ce fut, en effet en 1907 qu'une succursale de la firme allemande Chering, installée à Moscou, livra des nitrates d'argent, de l'éther, des sels d'iode, de l'eau oxygénée et nombre d'autres ingrédients.

Enfin, immédiatement avant la guerre, on voit surgir sur le territoire russe des usines destinées à la préparation de substances chimiques minérales, dont les usages n'étaient pas exclusivement pharmaceutiques,

comme du sulfate de soude, des acides chlorhydrique, azotique et sulfurique, de l'ammoniaque, de la glycérine, de la vaseline, etc... Ce fut pareillement à cette époque qu'on commença à produire des substances chimiques organiques, comme l'éther, les alcools méthylique et éthylique, le chloroforme, l'iodoforme, le formol et le tannin. Une usine fut, en outre, créée spécialement à Tachkent (Turkestan), pour traiter le semen contra, fort abondant dans le sud-est de la Russie, et pour en extraire la santonine.

Les alcoolats constituèrent toutefois encore une rareté en Russie où l'on arriva à obtenir de la morphine, de l'héroïne et de la strychnine, mais dans une faible quantité qui était loin de répondre à la consommation du pays, obligé de faire appel à l'étranger et notamment à l'Allemagne.

Donc, d'une manière générale, malgré des progrès considérables, réalisés par l'industrie pharmaceutique au cours des dernières années du xix^e siècle et surtout des premières du xx^e siècle, les besoins des pharmacies de détail et des hôpitaux excédaient de beaucoup la production de la Russie, celle-ci étant, du même coup, contrainte d'importer de l'extérieur, et notamment de l'Allemagne, qui s'était attribuée une sorte de monopole des produits pharmaceutiques.

Mais, lorsque, en août 1914, éclata la grande guerre, la Russie se trouva soudain complètement privée de l'approvisionnement allemand, en même temps qu'elle était séparée de la France et de l'Angleterre, dont les marchés qu'elle fréquentait déjà, auraient pu lui être d'un excellent secours. Il fallut aviser sans retard.

C'est pourquoi le gouvernement russe prit des mesures en vue de l'extension des usines de produits pharmaceutiques existant sur le territoire impérial. D'autres usines, non spécialisées jusqu'alors en ce genre de fabrication, furent transformées tandis qu'on en improvisait d'urgence un certain nombre d'autres. La nécessité pressait : il y avait non seulement tout un pays à approvisionner, mais encore une armée de 15 millions d'hommes en campagne, à pourvoir.

C'est à cette fin que le Comité militaire industriel institua une commission chargée spécialement de surveiller l'industrie pharmaceutique russe pour :

1° Approvisionner en médicaments l'armée et le pays ;

2° Se rendre compte des déficits ou des excédents de la production, de manière à régulariser cette dernière ;

3° Etudier la situation, afin d'être en mesure de parer aux nécessités, grâce à un développement de l'industrie intéressée.

Ce fut à partir de ce moment que le nombre des usines augmenta. Parmi les plus importantes, il y avait :

1° L'usine du directeur général du bureau sanitaire, où l'on préparait environ 5.000 kilogs par mois d'urotropine, de tablettes de formaline, de sels d'iode, de brome et d'iodoforme.

2° Une usine d'alcaloïdes, rattachée à l'Ecole technique de Moscou et qui fournissait par an 900 kilos de strychnine, d'atropine, de codéine, etc...

3° L'usine du Bureau agricole général de Moscou

qui fabriquait par an 48.000 kilos de produits salicylés : aspirine, salol, salicylate de soude, éméthyl, et, en outre, 120 kilos de produits hypnotiques ;

4° L'Usine de l'Union des Municipalités de la Russie qui, installée à Moscou, pourvoyait aux produits galéniques ;

5° L'usine Boutchiansky de Kiew, spécialisée dans les produits chimico-pharmaceutiques ;

6° Une usine qui, à Arkhangel, extrayait 6.000 kilos d'iode des algues de la Mer Blanche ;

7° Une usine qui, en Crimée, produisait annuellement, sous la direction du Bureau central de l'artillerie, 23.000 kilos de brome pur.

Ces usines appartenaient toutes au gouvernement russe. Mais il existait déjà avant la guerre des usines privées qui, pour leur part, contribuaient à considérablement augmenter la production pharmaceutique. Parmi ces dernières, on cite couramment :

L'usine de Féréine, dont la production est attestée par les chiffres suivants :

En 1914, 1.011.641 kilogrammes ; en 1915, 2.042.460 kilogrammes ; en 1916, 2.813.705 kilogrammes.

Quoi qu'il en soit, nous ne possédons pas d'éléments statistiques suffisants pour évaluer exactement l'activité et la puissance de la fabrication pharmaceutique russe, durant la guerre. Mais une remarque s'impose. Cette fabrication a été poussée au degré que réclamaient les circonstances, puisque jamais ni le pays ni l'armée n'ont, à proprement parler, manqué de médicaments.

EDUCATION DU PERSONNEL PHARMACEUTIQUE

Avant la Révolution, le personnel employé dans la pharmacie russe se répartissait entre quatre catégories. Il y avait :

- 1° Le maître de pharmacie ;
- 2° Le pharmacien ;
- 3° Le préparateur ;
- 4° Les élèves.

Le nombre des élèves était limité à deux par pharmacie. Pour être admis à ce titre, le postulant devait fournir un certificat attestant qu'il avait suivi les quatre premières classes du Lycée. Les femmes avaient à produire un certificat de six classes, plus un diplôme correspondant à un examen témoignant d'une culture latine analogue à celle conférée dans les lycées de jeunes gens.

Pour être préparateur, dans les premiers temps, il fallait accomplir un stage de trois années, couronné par un examen passé devant un jury de Faculté portant sur un programme spécial. Les trois années de stage terminées, le préparateur avait le droit de s'inscrire à des cours de pharmacie qui duraient encore deux ans et qui, sanctionnés par un nouvel examen, permettaient d'accéder au titre de pharmacien.

Les femmes étaient autorisées à se présenter à cet examen, sans s'astreindre aux deux années de cours, pour la bonne raison qu'elles n'étaient pas admises à travailler en compagnie des étudiants — restriction singulière, qui ne pesait pas sur celles qui se desti-

naient à la carrière médicale et aspiraient au grade de docteur.

Ce système, dans son ensemble, était loin d'être parfait. Dans l'hypothèse où un jeune homme aurait commencé ses études de pharmacie, à l'âge de seize ans, satisfaisant au stage de trois années imposé aux élèves, puis aux trois années de cours des préparateurs et enfin aux deux années de Faculté, il n'obtenait son diplôme de pharmacien que vers l'âge de vingt-quatre ou de vingt-cinq ans. Avec une formation en apparence aussi sérieuse, le dommage n'aurait pas été grand, si, d'autre part, les pharmaciens arrivés en fin d'études n'avaient point manqué de culture générale que leurs quatre classes de lycée ne pouvaient leur conférer et qui pourtant était indispensable à l'assimilation parfaite des matières constituant les études de pharmacie proprement dites.

En 1889, un congrès de pharmaciens russes mit à son ordre du jour le principe d'une loi d'après laquelle, seuls, les élèves ayant fait huit classes au lycée seraient admis à postuler le diplôme de pharmacien. Au début du ^{xx}e siècle, ces sages mesures furent encore renforcées. Les pharmaciens, soutenus par une campagne de presse, exprimèrent le désir d'augmenter de trois années le temps d'études dans les Facultés fixé déjà à deux ans.

Cette réforme, qui fut repoussée, aurait abouti à élever sensiblement la moyenne de l'âge auquel les candidats pharmaciens obtenaient leur diplôme. Ainsi, au lieu de le recevoir à vingt-cinq ans, ils ne l'auraient eu que vers la trentaine. On observa que des jeunes

gens ayant fait huit classes de lycée et nantis, au surplus, d'un baccalauréat, se trouvaient en mesure d'accéder à des carrières plus rémunératrices et mieux considérées que la pharmacie : comme, par exemple, d'entrer à l'école polytechnique. C'est pourquoi une loi se contenta de porter à six le nombre d'années de lycée requises pour devenir pharmacien.

Quant au titre de « Maître », dont nous n'avons encore rien dit, il n'était accordé qu'aux pharmaciens qui se livraient à des travaux scientifiques, d'une difficulté telle qu'elle rebutait la plupart des candidats.

LES CONDITIONS DE LA CARRIÈRE

Le maître recevait un traitement mensuel, variant de 475 à 400 francs or ; le pharmacien n'avait droit qu'à 285 ou 350 francs, le préparateur à 170 ou 225 francs ; enfin l'élève touchait entre 75 et 125 francs.

La journée de travail imposée ne dépassait pas douze heures, mais elle n'en comprenait pas moins de dix, avec un repos hebdomadaire d'une journée.

L'ORGANISATION CORPORATIVE

Dans presque tous les départements, un Syndicat de pharmaciens avait été constitué, où se trouvaient les pharmaciens des divers ordres, depuis les propriétaires de pharmacie jusqu'aux préparateurs.

Les petits syndicats envoyaient des représentants aux grands syndicats régionaux de Kiew, Pétersbourg, Moscou, Odessa et Kazan.

Et les représentants désignés par les grands syndicats composaient l'ordre des pharmaciens. En outre, les Syndicats se réunissaient pour voter toutes les mesures d'ordre commerciales ou relatives à l'exercice et à la pratique de la profession.

Les Syndicats avaient des caisses de secours à l'usage de leurs membres. La première de ces caisses fut fondée à Moscou, en 1867; la seconde à Kiew, en 1874. Celle de Pétersbourg date de 1889. En 1895, la Caisse de Moscou fut réorganisée et transformée en Caisse de secours générale pour la pharmacie.

PRESSE

La presse pharmaceutique était assez développée dans la Russie d'avant-guerre. Elle s'était créée en même temps que les syndicats et les autres organisations, car il est à noter qu'à peu d'exceptions près, chaque Syndicat possédait son journal.

Parmi les publications qui obtinrent le plus de notoriété, on cite : « Les Nouvelles pharmaceutiques », le « Journal du Pharmacien », « La vie des Pharmaciens », « l'Echo des Pharmaciens ». D'autres, en nombre considérable, étaient moins connues.

Outre ces journaux et revues, les articles publiés dans les grands hebdomadaires traitaient de pharmacie et de questions para-pharmaceutiques. De même, on publiait des ouvrages, donnant les résultats des études entreprises par une Commission spéciale sur un sujet déterminé. Retenons, de ce chef, les livres édités par la Commission des Pharmaciens russes sur l'état de l'industrie chimico-pharmaceutique.

Conclusion de la première partie

Il est loisible, après tout ce que nous venons de dire, d'admettre que l'organisation de la pharmacie russe fut bien en retard. Au début, elle apparaît dans cette situation surtout si on a égard à l'état des pharmacies des autres pays européens.

Bien lents, en effet, furent les progrès de la pharmacie russe pendant le règne de Pierre le Grand et pendant le reste du XVIII^e siècle. La pharmacie ne connut de vraie prospérité qu'au cours du XIX^e siècle, si bien qu'au début du XX^e, elle se trouvait à son apogée. Quand survint la guerre, elle n'avait rien à envier à ses sœurs des autres Etats.

Ce fut là un progrès incroyable et rapide dont nous avons à tenir compte. On le dut à deux causes principales. D'une part il y eut, un siècle durant, la volonté persévérante et le travail du gouvernement russe en vue de fonder des pharmacies et d'améliorer celles qui existaient. En second lieu, il y eut l'œuvre accomplie par la Société russe qui créa de nombreux bureaux agricoles. Ceux-ci, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, couvrirent la Russie, s'adjoignant des laboratoires et des pharmacies.

Les résultats, dans ces conditions, furent satisfaisants. Les secours médicaux et pharmaceutiques ne manquèrent à personne, pas plus pendant le temps de paix que pendant les terribles mois de la guerre. Ces secours s'étendirent non seulement aux 15 millions

d'hommes de l'armée, mais encore à 4 millions de prisonniers de guerre et aussi à la population civile entière, soudain accrue d'un immense contingent de réfugiés appartenant à diverses nations, comme la Pologne et la Roumanie.

II

La pharmacie sous le régime soviétique

PRINCIPES GÉNÉRAUX FORMANT LA BASE
DES NOUVELLES ORGANISATIONS PHARMACEUTIQUES

« Le gouvernement bolchévique s'intéresse exclusivement à la santé de l'ouvrier et du paysan, ce qui ne dispense pas les travailleurs de surveiller eux-mêmes leur santé. »

Ce texte est tiré d'un décret du gouvernement soviétique (voir Bitchkoff et Ratchkovsky, 1928), où les principes généraux qui servent de base aux institutions médicales et pharmaceutiques sont ainsi énoncés :

1° *Destruction de la propriété privée.* — Tous les établissements médico-pharmaceutiques sont placés sous la direction du parti communiste.

2° Le travail salarié est rendu obligatoire dans tout le corps pharmaceutique, y compris les cliniques et les pharmacies d'hôpitaux, sous le contrôle rigoureux de l'Etat et des différentes organisations politiques. (Cette mesure fut une des conséquences du peu de confiance montré par les Soviets à l'égard des spécialistes, c'est-à-dire en général, de tous ceux qui possèdent une connaissance approfondie de leur état. Elle aboutissait, en outre, au travail forcé pour les anciens propriétaires.)

Les troubles sociaux qui marquèrent l'avènement et l'installation du nouveau régime eurent, comme on sait, pour conséquence la désorganisation des usines : la production industrielle pharmaceutique en souffrit naturellement comme les autres branches. Lorsqu'intervinrent les premières mesures de nationalisation des biens, les officines et les établissements subirent le sort commun : une partie des propriétaires et du personnel fut tuée ou contrainte de se réfugier à l'étranger, cependant que les stocks étaient, ou pillés ou municipalisés. Plus tard, ils furent nationalisés.

Au début des troubles, dans nombre des attentats dont nous venons de parler, les élèves et les préparateurs jouèrent un rôle important : placés à la tête des entreprises, ils remplacèrent les pharmaciens en titre. Mais comme ils étaient, très souvent, étrangers, on les surveillait étroitement ; les agents soviétiques se livraient à un véritable espionnage de leurs faits et gestes.

Le 21 juillet 1918, le ministère de la santé publique fut remplacé par un commissariat, à la tête duquel étaient un commissaire et un sous-commissaire. Cette organisation improvisée avait le défaut de n'être régie par aucun règlement. Le statut dont elle jouit actuellement ne lui fut donné qu'en 1927 : elle l'attendit donc neuf longues années. En attendant, le désordre le plus complet régna, ainsi qu'on l'imagine facilement, au sein du commissariat de la santé publique.

L'article 2 du décret de 1927 fixe ainsi les attributions du Commissaire et du Sous-Commissaire à la santé publique :

1° Organiser l'exercice de la médecine et de la pharmacie ;

2° Approvisionner en médicaments et denrées nécessaires les hôpitaux, les sanatoria et les pharmacies nationalisées.

Pour effectuer ce travail, le commissaire a à sa disposition :

1° Un bureau administratif financier;

2° Un bureau sanitaire et prophylactique;

3° Un bureau pharmaceutique;

4° Un bureau médico-sanitaire, divisé lui-même en trois bureaux :

a) Bureau militaire sanitaire;

b) Bureau général des villes d'eaux;

c) Bureau du conseil médical, composé des autorités, mais ne jouant qu'un rôle secondaire, car s'il conseille certaines mesures, il n'a aucun moyen de les imposer.

En outre, le commissariat a la charge d'exercer le contrôle épidémique et de lutter contre les épidémies ; de dresser la statistique sanitaire afin d'établir des règlements pharmaceutiques sur des données concrètes; de présider au fonctionnement du conseil des stations balnéaires.

Le bureau pharmaceutique a pour objet, non seulement d'approvisionner la population et de répartir rationnellement dans le pays, en fonction du nombre des habitants dans chaque centre, les officines de pharmacie, mais encore d'ordonner le travail de ces dernières et de déterminer les quantités de médicaments

à mettre à la disposition de la population. Il lui appartient aussi de régulariser l'importation et l'exportation des médicaments, ainsi que leur production, leur préparation et leur échange à l'intérieur du pays. Il exerce à ces fins un contrôle des établissements chimico-pharmaceutiques et dispose de la faculté de créer des usines pour la fabrication des appareils et instruments utilisés dans la pharmacie.

Le champ d'activité du commissaire à la santé publique s'étend à tout le territoire de la république soviétique, à l'exclusion des républiques autonomes. Il a ainsi sous sa juridiction un pays dont la superficie est un peu moindre que la moitié de l'ancienne Russie.

Les républiques autonomes possèdent chacune un commissariat autonome, soumis toutefois au conseil des commissaires du peuple, c'est-à-dire au gouvernement de l'Union des républiques soviétiques. Le commissaire de la santé publique de la Russie soviétique a le droit d'intervenir dans la gestion des commissariats autonomes, mais ses interventions sont réglées par des pactes conclus entre les républiques et le gouvernement central de Moscou. Quant à l'organisation sanitaire de l'armée et des villes d'eau, elle dépend uniquement du Commissariat de Moscou, sans que les républiques autonomes disposent d'aucun droit ou moyen régulier d'intervenir au sujet des décisions prises.

*Le fonctionnement du commissariat
de la santé publique.*

Les communistes ont organisé dans chacune des provinces un bureau de santé qui, sous la dépendance directe du Commissariat de Moscou, a sous sa surveillance les bureaux départementaux. Ceux-ci dirigent à leur tour le fonctionnement des bureaux cantonaux qui, eux-mêmes, président aux travaux de bureaux communaux.

Toute cette hiérarchie à ses degrés inférieurs, dépend de comités d'action révolutionnaire de commune, de canton ou de département.

Il existe des bureaux de santé spéciaux pour les employés de chemin de fer et pour les fonctionnaires de la voirie vicinale. Ces bureaux sont composés de délégués, désignés par des organisations privées, mais ils ont obligatoirement à leur tête des hommes placés par le Comité d'action révolutionnaire de la localité. Il se trouve naturellement que, dans la plupart des cas, les délégués et leurs chefs, simples ouvriers, ne comprennent rien aux affaires médicales et pharmaceutiques. Mais au gré du pouvoir central, l'essentiel est qu'ils appartiennent comme militants au parti communiste.

Pour l'armée, on a créé des bureaux militaires de la santé, rattachés aux organisations de l'état-major. Au début, ces bureaux disposaient de stocks considérables de produits pharmaceutiques, de matériel sanitaire et d'instruments en provenance des laboratoires ayant échappé au pillage.

*Organisation centrale de la pharmacie
du département.*

Dès les premiers temps de la révolution, par conséquent bien longtemps avant qu'intervienne le règlement général de 1927, on pourvut à l'organisation centrale de la pharmacie.

Il fut institué dans la capitale, comme nous l'avons dit plus haut, un bureau pharmaceutique dépendant du commissaire du peuple à la santé publique de l'U. R. S. S. Ce bureau assume la charge :

1° D'établir les projets de loi relatifs à la pharmacie ;

2° De donner des directives aux bureaux pharmaceutiques des départements et aux divers établissements pharmaceutiques. Cette direction s'exerce au moyen d'instructions, ayant force de décrets, et qui étaient publiées dans une sorte de journal officiel spécial : « Les nouvelles de la Pharmacie ».

Certaines instructions sont, ou communiquées de vive voix par des courriers, s'il s'agit d'ordres concernant des cas particuliers, ou, au cours de réunions, réservées aux directeurs des établissements pharmaceutiques de Moscou.

3° De surveiller étroitement l'exécution scrupuleuse des ordres du bureau sanitaire central.

Enfin, le bureau de la pharmacie devait encore exercer :

a) Un contrôle sur l'industrie pharmaceutique ;

b) Réglementer la vente des médicaments et notamment des spécialités ;

c) Restaurer les officines détruites ou endommagées pendant les troubles ;

d) Délivrer les autorisations d'ouverture des officines et des dépôts de médicaments ;

e) Etablir les prévisions de fabrication des médicaments, en fonction du chiffre et des besoins de la population.

ORGANISATION PROVINCIALE

Le gouvernement des soviets a entrepris d'organiser, selon sa méthode ordinaire, la pharmacie à travers ce qui reste de l'immense Russie. Aux bureaux de divers degrés de l'ancien régime, ont succédé, de la capitale aux plus humbles bourgades de la province, des sections et sous-sections. Et les plus petites de ces organisations portent encore le poids de lourdes responsabilités.

La première et la plus importante est d'être attentive aux ordres de Moscou et d'en assurer la stricte et rapide exécution. Viennent ensuite des devoirs de second plan, comme de contrôler le travail des usines pharmaceutiques et des pharmacies ; de répartir, le plus équitablement possible, les stocks de médicaments qui se trouvent dans les magasins régionaux entre les officines ; de surveiller la fabrication des remèdes, en pratiquant, par exemple, des analyses, etc., etc...

Cette énumération ne retient que quelques-unes des innombrables règles que Moscou édicte sans arrêt, ni mesure. Il ne se passe guère en effet de jour sans que

le pouvoir central ne dispense d'abondantes directives et instructions aux divers échelons administratifs de la province. Il arrive naturellement que ces ordres sévères en leur teneur soient contradictoires en leurs termes, ce qui aboutit à une parfaite inertie pratique, car bien des chefs de bureaux subalternes sont des personnages absolument ignares.

Au nombre des attributions conférées aux sections et sous-sections pharmaceutiques, existe l'obligation d'étudier l'état sanitaire de la région ou de la localité, aux fins d'en informer Moscou. Il y a encore à définir quelle quantité de remèdes est nécessaire et à créer des centres de formation spécialisés pour la main-d'œuvre destinée aux pharmacies — mesure rendue tout à fait nécessaire par les vides creusés lors de la révolution.

En outre, le chef d'une sous-section est obligé de visiter, une fois l'an, les cantons, les communes et les villages de son ressort, afin de se rendre compte du fonctionnement des différents établissements sanitaires qui s'y trouvent. Mais il appert que son rôle consiste principalement à s'enquérir des idées politiques du personnel aux fins de congédier tout travailleur qui n'appartiendrait pas au parti communiste. Ces instructions et cette surveillance relèvent moins, comme on le peut penser, d'inquiétudes scientifiques et de soucis professionnels relatifs à la pharmacie, que de préoccupations politiques et policières. La connaissance plus ou moins parfaite de la pharmacie n'entrant que pour fort peu en ligne de compte, il s'ensuit que les pharmacies occupent assez souvent

des ouvriers et des employés sans aucune valeur professionnelle.

FONCTIONNEMENT PRATIQUE DES OFFICINES PHARMACEUTIQUES

Du fait de la révolution et du nouvel ordre politique, toutes les pharmacies sont tombées à la charge de l'Etat. Mais cet état de choses n'a duré qu'un temps assez court. Des déficits importants d'exploitation n'ont pas tardé, en effet, à grever le trésor, car on ne pouvait guère attendre autre chose de la négligence et de l'incompétence des gérants ; ce qui détermina un régime plus rationnel : chaque pharmacie désormais est obligée d'équilibrer son propre budget, c'est-à-dire de payer les frais nécessaires, de s'approvisionner à son compte en médicaments et produits divers. Elle doit même ristourner à l'Etat une partie de ses bénéfices, sous forme d'impôt ou de redevance.

Mais comme les officines ne disposaient que de médiocres capitaux, les premiers temps du nouvel état de choses furent particulièrement difficiles. On vit les stocks s'épuiser rapidement, ce qui provoqua des alarmes, puis des initiatives intéressantes. Plus actifs que certains autres, les dirigeants de quelques départements cherchèrent à remédier à une situation qu'ils estimaient, à juste titre, désastreuse. Ils eurent l'idée de se grouper et de s'associer (officines, drogueries et laboratoires). Ainsi, s'instituèrent des centres qui ont, depuis, reçu le nom de direction pharmaceutique. Le fonctionnement de ces organisations ne fut que peu à

peu réglé. Ils existèrent d'abord comme ils pouvaient, s'approvisionnant à l'étranger ou dans les quelques usines que le désordre social avait laissé subsister. Dans ces conditions, le prix des médicaments variait à l'extrême suivant les régions.

En 1927, le gouvernement fut en état de réglementer l'existence et le fonctionnement des directions pharmaceutiques. Le gouvernement prit alors un décret à cet effet, qui préconisait ce genre d'établissements.

Donc, le commissaire de la santé publique, en recommandant de créer partout où il se pouvait, des directions pharmaceutiques, leur imposa le régime suivant : les directions pharmaceutiques dépendent de la section départementale du bureau pharmaceutique provincial. C'est la section qui choisit ses directeurs et les membres de la Commission de contrôle. La section en assume encore l'administration financière et s'occupe de répartir les bénéfices. Enfin, elle décide du maintien, de la fermeture ou de la liquidation des officines et laboratoires, relevant des directions pharmaceutiques.

Il faut bien comprendre que tout ceci ne saurait avoir de raison d'être et de moyen d'existence que dans les villes et qu'à la campagne, d'une manière générale, il n'y a jamais ni laboratoire, ni direction pharmaceutique.

Le décret sur la création et le fonctionnement des directions pharmaceutiques prévoit que le statut type peut être modifié en raison des circonstances et conditions locales. D'autre part, le Comité d'action révo-

lutionnaire de chaque endroit, exerce son autorité sur le personnel. Il s'ensuit qu'une direction pharmaceutique est à la fois soumise au comité d'action révolutionnaire du point de vue politique et à la section départementale d'hygiène, du point de vue pratique, ce qui n'apparaît pas toujours très avantageux. On est obligé de constater que le comité d'action révolutionnaire, lorsqu'il a à nommer le chef et les administrateurs d'une direction pharmaceutique, s'intéresse plus aux opinions politiques des personnes qu'à leurs capacités professionnelles et administratives. Les abus vont, en ce sens, quelquefois si loin, que des illettrés sont désignés pour exercer ces délicates fonctions.

Les chefs des directions pharmaceutiques ont le droit de passer des marchés avec leurs fournisseurs, ceux-ci étant limités aux usines et aux laboratoires officiels. Les autres questions, concernant l'administration et le personnel relèvent de la section départementale.

La partie financière du statut des directions pharmaceutiques prévoit quatre sortes de fonds : une somme constituant le capital et déterminée pour chacun des organismes, selon son importance ; un fonds de réserve se montant à 20 % du bénéfice net et destiné à couvrir les dépenses extraordinaires ainsi que les pertes d'exploitation ; un fonds d'amortissement ; un fonds de roulement constitué par l'argent liquide et par les stocks portés à l'inventaire.

Mais ici, nous sommes obligé de relever une anomalie. Le statut qui prévoit, d'une part, des bénéfices, prescrit de l'autre de vendre les médicaments au prix

minimum — compte tenu des frais — et sans bénéfice. Comme une telle contradiction ne facilite pas la marche d'une affaire, on a fini par considérer comme lettre morte cet article du décret.

Au commencement de chaque année, la direction pharmaceutique doit envoyer à la section sanitaire départementale ses prévisions financières et budgétaires, aux fins d'approbation. Trois mois avant la fin de l'exercice annuel, elle doit produire un bilan exact, mentionnant les mouvements de fonds, après vérification de la commission de contrôle.

Le bénéfice net est partagé de la manière suivante : 20 % sont affectés au fonds de réserve, sans que ce dernier puisse dépasser 50 % du capital statutaire ; 10 % à l'amélioration de la vie des ouvriers soviétiques. Quant au reste, on le consacre au développement des secours médicaux et pharmaceutiques dans les campagnes.

Une direction pharmaceutique peut être régulièrement liquidée par la section départementale, en certains cas : 1° si son existence dans une région déterminée est jugée inutile ; 2° si le capital statutaire est amputé des deux tiers sans qu'on puisse le rétablir ; 3° en cas de manque d'argent pour les échéances quotidiennes.

LE BUT DE LA PHARMACIE SOVIÉTIQUE

Le but que poursuivent les Soviets en organisant à leur manière la pharmacie a été clairement dévoilé par cette sorte de publication officielle spéciale qu'est

« La Pharmacie russe ». Voici quelques extraits qui confirment ce que nous venons d'annoncer à ce sujet :

« Un des buts principaux que le gouvernement soviétique s'est assignés, consiste à améliorer l'état sanitaire de la population. Toutefois, le traitement curatif des maladies par les médicaments, s'il est toléré, ne doit pas occuper une place prépondérante dans la médecine post-révolutionnaire. Ceci ne signifie évidemment pas que nous pensons pouvoir nous passer du jour au lendemain de médicaments dont nous savons qu'il sera encore fait usage dans un avenir prochain. Des remèdes comme l'iode, le néosalvarsan, le chloroforme, l'éther, etc..., occuperont sans doute encore longtemps leur place dans la médecine pratique. Nous tolérerons donc les médicaments en général, mais nous nous proposons de nous en passer le plus tôt qu'il sera possible. »

Continuant d'exposer le plan des réformes à apporter dans la pharmacie moderne, telle qu'il la conçoit, l'auteur de l'article en question indique les points suivants :

- 1° Amendement du Codex russe ;
- 2° Rationalisation du formulaire médical ;
- 3° Collaboration avec la section d'hygiène prophylactique de médecine ;
- 4° Collaboration à la propagande sanitaire.

Le même auteur remarque en outre que les innombrables spécialités en vente dans les différents pays européens, encomrent inutilement les pharmacies de ces pays. Les fabricants de spécialités, dit-il, par des réclames parfois charlatanesques, tâchent d'entrer en

relations directement avec la clientèle sans passer par les officines de pharmacie. C'est là une pratique détestable et la pharmacie soviétique se doit, en instituant un nouveau Codex, composé de formules et de préparations plus parfaites, expérimentées au préalable dans les cliniques, de faire disparaître des spécialités inutiles et encombrantes. Bien entendu, une mesure pareille, et si désirable, apparaît tout à fait irréalisable dans les pays soumis au régime capitaliste, parce qu'elle touche aux intérêts des nombreux propriétaires de spécialités, et c'est seulement en Russie soviétique que des réformes aussi grandioses peuvent être réalisées...

« La pharmacie actuelle s'offre comme une espèce d'atelier où l'on prépare les remèdes à la main et d'une manière tout à fait primitive. Notre volonté est de substituer, à ce mode de travail désuet, *la préparation mécanique*. Pour y parvenir, il faut établir les formules les plus parfaites du point de vue thérapeutique, les expérimenter dans les hôpitaux, puis préparer les produits en masse dans l'usine pharmaceutique. Ceci procurera une économie d'argent et de main-d'œuvre, et il s'ensuivra que les médicaments seront moins chers. »

Tout cela ne signifie pas autre chose que des spécialités d'Etat doivent remplacer les spécialités privées. Mais continuons notre lecture :

« A côté des fabrications mécaniques, les spécialités pourront être préparées dans les laboratoires », écrit l'auteur, qui ne redoute point les contradictions et qui ajoute : « Médecins et pharmaciens de chaque

région choisissent les meilleures formules et on les exécute en gros. En même temps, la nomenclature de ces spécialités sera envoyée à tous les médecins et pharmaciens et pareillement aux hôpitaux. Voilà le premier problème qu'a à résoudre la pharmacie. »

D'autre part, le signataire de l'article autorise les pharmaciens à analyser l'air, l'eau et les aliments, parce que, faute d'argent, on ne peut créer dans chaque ville, les laboratoires nécessaires. Puis, faisant allusion à la pratique générale de s'adresser aux pharmaciens pour des conseils médicaux, il rappelle qu'un « pharmacien n'a pas le droit de donner ces conseils. Cela lui est strictement défendu : il doit envoyer son malade à l'hôpital, au dispensaire ou chez un médecin. En vue d'assurer le respect de ce précepte, les officines pharmaceutiques doivent être complètement dépourvues de remèdes d'usage courant et de premier secours, comme purgatifs, analgésiques, somnifères, antispasmodiques, etc... »

Plus loin, nous lisons :

En outre de son travail professionnel, un pharmacien doit s'occuper de propagande relative à l'hygiène. Une pharmacie, à la campagne surtout, constitue un organisme sanitaire d'Etat et elle a à participer à l'œuvre générale qui a pour fin d'élever le niveau de la civilisation. Pour cela, les pharmaciens ruraux doivent être en rapports étroits avec les diverses organisations qui servent à répandre la culture intellectuelle ; ils doivent aussi y contribuer en faisant des conférences sur l'activité de la pharmacie dans des réunions préparées d'un commun accord. »

Ces citations tirées d'un organe officiel montrent suffisamment quels sont les buts assignés par les Soviëts à la pharmacie. Nous en dégagerons cependant le principe et l'économie :

1° Le bureau sanitaire général soviétique projette des mesures, encore inédites dans les autres pays, et qui doivent améliorer la santé publique au point que les médicaments cesseront d'être nécessaires.

2° Création d'un catalogue normal de spécialités appartenant à l'Etat, d'après certaines formules déterminées et que les médecins auront l'obligation de prescrire.

3° Obligation, pour les pharmacies, de s'approvisionner en spécialités préparées en usine ou au laboratoire.

4° Interdiction aux pharmaciens de donner des conseils médicaux et de vendre des remèdes sans ordonnance de médecin, même s'il s'agit de simples purgatifs ou analgésiques. En revanche, obligation pour eux de propager les idées d'hygiène et de prendre part, en accord avec les autres organisations, au développement de la civilisation. Etant admis qu'en Russie soviétique, toute la propagande, même celle qui regarde la santé publique, doit s'exercer sous la surveillance et sous la direction de la G. P. U., on se trouve dans la nécessité de conclure catégoriquement qu'un pharmacien est un agent du gouvernement soviétique dont il reçoit les instructions.

Dans ces conditions, il ne saurait être question ni de liberté individuelle, ni de travail personnel dans une officine. Le travail politique auquel il est astreint,

sous le masque de l'œuvre civilisatrice, en collaboration avec les organisations communistes, font du pharmacien quoiqu'il en ait, un simple communiste parmi d'autres communistes.

Historique de la pharmacie sous les soviets *(Aussitôt après la Révolution)*

Tout de suite après l'écroulement de l'ancien régime, les pharmaciens qui avaient échappé aux massacres et aux exécutions et qui restaient encore à la tête de leurs maisons, comprirent bien qu'ils n'avaient plus que peu de jours à passer dans leurs officines. Donc, avant d'en être chassés, ils tâchèrent de vendre le plus possible de leurs produits, sans se soucier de renouveler leur approvisionnement. Ce fut alors que les préparateurs et les élèves en pharmacie, réunis en meetings, votèrent une résolution par laquelle ils réclamaient l'expulsion des derniers pharmaciens propriétaires et la nationalisation des pharmacies. A la vérité, nombre de pharmacies urbaines se trouvaient déjà municipalisées (on était au milieu de l'année 1918), c'est-à-dire qu'elles étaient devenues la propriété des villes où elles étaient installées. Mais, par la suite, en décembre 1918, les municipalités furent détruites, elles aussi, et remplacées par un omnipotent comité d'action révolutionnaire. Alors, un décret du commissaire du peuple à la santé publique annonça

la nationalisation de toutes les pharmacies de la Russie.

A Moscou, la nationalisation ne se réalisa effectivement que dans les premiers jours de 1919. Le décret prévoyait aussi la nationalisation des laboratoires privés et des drogueries avec leur matériel et leurs stocks portés à l'inventaire.

Une fois nationalisés, tous ces établissements ressortissaient du commissaire du peuple à la santé publique et leur direction dépendait des sections et des sous-sections dont nous avons parlé plus haut. Le décret imposait aux anciens propriétaires des officines de demeurer dans leurs établissements pour en surveiller le fonctionnement et pour assurer la marche régulière des affaires. En fait, on les chassait tous et on les remplaçait par des préparateurs et des élèves en pharmacie qu'envoyait le Syndicat des ouvriers pharmaciens — celui-ci était l'ancien syndicat des pharmaciens transformé depuis la radiation des membres diplômés.

L'Etat avait la charge de pourvoir à l'approvisionnement des pharmacies, d'après les prévisions budgétaires établies par les officines et revues par le commissaire du peuple à la santé publique. Le montant total des recettes devait être adressé au Commissaire.

Or, à ce moment, la guerre civile éclata et toute l'attention du gouvernement fut absorbée par la création et l'organisation de l'armée rouge. Pour satisfaire aux besoins de cette dernière, on acheva d'épuiser les pharmacies, si bien que plusieurs fermèrent leurs portes, n'ayant plus de marchandises. Et notons que

l'ouverture de pharmacies nouvelles était rigoureusement interdite. Les populations des régions ainsi dépourvues de pharmacie reçurent des instructions qui leur recommandaient de s'adresser aux hôpitaux et aux dispensaires qui conservaient encore leurs pharmacies.

Un ordre d'Etat prescrivit de fermer les officines dans toutes les villes comptant moins de 5.000 habitants. Aux villes ayant entre 5.000 et 20.000 habitants, il n'était accordé qu'une seule pharmacie. Cela n'empêchait pas les dirigeants du pays de parler d'ouvrir des pharmacies un peu partout et très prochainement. Mais ces beaux projets restaient vains et l'on assista à la disparition complète des pharmacies rurales : le nombre de celles-ci, qui était de 2.111 avant la Révolution, tomba en effet à 0, alors que le nombre des pharmacies urbaines descendait de 2.680 à 600.

Par un singulier contraste, sur le territoire occupé par l'armée blanche, les pharmacies recommençaient à fonctionner sous la direction de leurs propriétaires, en conformité avec les lois et règlements d'avant la Révolution et leur approvisionnement se faisait à peu près normalement.

DÉLIVRANCE GRATUITE DES MÉDICAMENTS PAR LES OFFICINES PHARMACEUTIQUES

Un décret du gouvernement soviétique, en date du 15 décembre 1920, établit la distribution gratuite des médicaments sur ordonnance de médecin dans les officines de pharmacie. Avant que cette décision fut

prise, seuls avaient le droit d'obtenir gratis les médicaments, les employés et les ouvriers des établissements et bureaux d'Etat, et seulement encore sur production d'une ordonnance délivrée par le médecin communiste et obligatoirement enregistrée au bureau de la santé publique. Les ordonnances des autres médecins ne devaient être exécutées dans aucune pharmacie, car nul médecin ne pouvait exercer s'il n'était pas inscrit au parti communiste.

Le décret permettait à tous et à chacun de se présenter à la pharmacie et de faire exécuter gratuitement des ordonnances. Mais, en pratique, ceux qui n'appartenaient pas au parti communiste et qui n'étaient pas occupés dans un organisme officiel quelconque, étaient considérés comme éléments politiquement étrangers et suspects et ne pouvaient, en conséquence, bénéficier de la gratuité des médicaments. Cette catégorie d'habitants était désignée par le terme « lichentzi », qui signifie « privé de tout », c'est-à-dire sans droits, ni politiques, ni sociaux. Ils ne pouvaient, par exemple, pas obtenir de carte les autorisant à acheter soit du pain, soit d'autres vivres dans les magasins soviétiques — et il n'existait pas d'autres moyens de s'approvisionner, puisque tout avait été nationalisé. Ils n'avaient pas le droit de se faire embaucher dans les usines et dans les bureaux, non plus que dans n'importe quelle autre entreprise. Ils n'avaient pas le droit d'entrer à l'hôpital ni de recevoir aucun secours médical en général. Le seul droit qui leur était reconnu était de mourir de faim et de froid avec leurs familles. Or, ces infortunés se trouvaient

être extrêmement nombreux, on rejetait parmi eux tous ceux que le pouvoir estimait indésirables, tous ceux qui avaient des parents officiers ou employés de police, les ecclésiastiques, les professeurs, les commerçants, les employés et beaucoup d'autres encore.

Le décret prévoyait la délivrance de médicaments gratuits, mais seulement sur ordonnance de médecin. Faute d'ordonnance, les médicaments devaient être payés par les malades. Or, puisque avant et après la promulgation du décret, seuls les ouvriers et les employés communistes, occupés dans les établissements soviétiques, avaient le droit de fait de recevoir gratuitement des remèdes, il apparaît clair comme le jour que la mesure dont nous parlons n'était pas autre chose qu'une réclame et un moyen de pression en faveur du parti communiste.

AU TEMPS DE LA NOUVELLE POLITIQUE ÉCONOMIQUE (N. E. P.)

Le zèle des soviets et les réformes extraordinaires qu'il engendrait, menèrent la Russie à un désordre sans bornes et à un bouleversement total de la vie économique.

Transports, marchés, production, tout tombait dans un état lamentable. Ceci décida le gouvernement soviétique à abandonner pendant quelque temps ses expériences communistes et à revenir aux méthodes bourgeoises du capitalisme, en faveur dans la Russie d'avant la révolution et continuant de faire leurs preuves dans le reste du monde.

Contraint par les circonstances de reprendre des procédés normaux, le gouvernement soviétique déclara que c'était bien volontiers, mais temporairement, et il en donnait deux raisons :

1° Pour sauver son prestige vis-à-vis de l'Angleterre, de l'Amérique, de la France et de l'Allemagne, et pour obtenir du crédit dans ces pays ;

2° Pour entretenir dans la population russe l'espoir d'une nouvelle et meilleure existence.

Ce retour en arrière a reçu le nom de « Nep », c'est-à-dire la Nouvelle politique économique. Voyons maintenant ce que celle-ci a apporté à la pharmacie.

Le 14 décembre 1921, un décret annula et interdit, notamment aux pharmaciens, d'exécuter gratuitement les ordonnances des médecins. Toute ordonnance devait être réglée d'après un tarif, dit de 1921, obtenu par l'application d'un coefficient fondé sur le cours du rouble-or et fixé par le Commissaire du peuple aux finances. Une exception avait été admise uniquement pour les malades des hôpitaux qui étaient traités gratis. Aussi le fameux décret, pris un an plus tôt, le 15 décembre 1920, annonçant la gratuité des remèdes pour tous, était-il enterré. Ce qui prouve que ce décret n'avait été pris que comme une mesure publicitaire, destinée à impressionner l'étranger.

Le décret du 14 décembre 1921 contenait un article ordonnant à chaque officine d'envoyer au commissariat de la santé publique 75 % de la recette produite par la vente des médicaments. Les 25 % autres étaient gardés par l'officine pour son réapprovisionnement en marchandises. On pensait qu'avec le fonds constitué

par les 75 % de la recette de toutes les officines, le commissariat à la santé publique aurait la faculté de centraliser les achats en gros de produits pharmaceutiques et de répartir ceux-ci entre toutes les pharmacies.

Mais cette centralisation ne put aboutir parce que les pharmacies n'envoyaient presque rien au centre de leurs recettes : les organisations locales soviétiques s'emparaient de l'argent et s'en servaient pour approvisionner tant bien que mal les pharmacies.

On aurait pu, dès l'origine, prévoir que le décret de 1921 allait être stérile pour deux causes :

1° Le commissariat central de la santé publique ne disposait pas d'une organisation capable d'assurer l'approvisionnement des officines, si bien que les 75 % perçus sur les recettes seraient restés, une fois reçus, à Moscou, de telle sorte que les pharmacies auraient sûrement fermé leurs portes, ne possédant plus de marchandises ;

2° Avec les 25 % dont les officines disposaient, elles ne pouvaient satisfaire à leurs besoins en marchandises parce que souvent, dans la région de telle ou telle pharmacie, il n'existait ni usine, ni laboratoire, de telle sorte qu'il fallait faire venir de loin les médicaments, ce qui était fort onéreux. De plus, de ces 25 %, il fallait soustraire les frais généraux de la pharmacie, qui, précisément, se montaient à 25 %, de telle façon qu'il ne restait plus un sou en caisse pour l'achat des médicaments.

On peut penser que ces réflexions, qui viennent

toutes seules à l'esprit, ont été causes de la désobéissance des dirigeants locaux communistes au décret pris par le pouvoir central, le 14 décembre 1921.

ESSAI D'ÉCONOMIE PRATIQUE, OU LES PHARMACIES A LEUR COMPTE

Durant les années de guerre civile, le nombre des pharmacies continua de diminuer sur un rythme qui allait s'accéléralant, car le stock des médicaments s'épuisait de plus en plus. L'Etat, pour sa part, se trouvait trop démuni pour soutenir les pharmacies et les approvisionner. Les officines avaient donc à se préoccuper de découvrir les moyens par lesquels elles pourraient subsister.

Répondant à leur désir, le 1^{er} juillet 1922, un décret fut rendu, qui leur conférait la latitude de garder la totalité de leurs recettes, sans en rien distraire au profit des bureaux régionaux de santé ; mais il était convenu qu'elles ne devaient compter que sur elles-mêmes pour s'approvisionner et durer. Les dirigeants des pharmacies avaient le droit d'acheter des marchandises, de couvrir, comme ils l'entendaient, les frais généraux et même de recruter et de congédier à leur gré leur personnel. A la fin de l'année, ils avaient à présenter leur comptabilité aux commissariats locaux de la santé publique à des fins de contrôle. En ce qui concerne les pharmacies des hôpitaux, elles tendaient à se retrancher derrière leurs plus strictes obligations : ne se souciant que de satisfaire aux nécessités des établissements hospitaliers auxquels elles étaient rattachées.

Le gouvernement soviétique a attribué la responsabilité de la désorganisation générale de la pharmacie, observée au début de la N. E. P., à la guerre civile et au manque d'argent. En réalité, cette désorganisation commença longtemps avant qu'éclatât la guerre civile. Elle tenait à plusieurs causes.

La première fut la municipalisation des officines, mesure d'apparence purement administrative, mais qui fut accompagnée de pillages. Voici comment les choses se passaient : la foule des ouvriers et des matelots, tous plus qu'à moitié ivres et armés jusqu'aux dents, avec un membre du Comité révolutionnaire à leur tête, envahissaient tout d'un coup une pharmacie et chassaient le pharmacien-propriétaire quand ils ne l'assassinaient pas. Et c'était le signal du pillage.

C'est ce qu'on a appelé : municipaliser.

La seconde cause fut la nationalisation. Cette fois, l'Etat se chargeait lui-même de s'emparer de tout ce qui restait dans les officines.

En troisième lieu, il convient de considérer qu'on mettait partout comme dirigeant des officines, un communiste ayant pour toute formation, accompli un stage révolutionnaire ; — celui-ci consistait souvent en un nombre plus ou moins grand d'années passées en prison, pour vol, assassinat, cambriolage.

L'homme en question était quelquefois choisi parmi les élèves en pharmacie, mais il était presque toujours ignare dans l'art de confectionner les remèdes.

Après quoi, les décrets se succédèrent, contradictoires : l'un accordait la gratuité, l'autre la refusait ; tantôt le gouvernement tentait de revenir à l'approvi-

sionnement centralisé, sans succès d'ailleurs, tantôt il laissait les pharmacies végéter à leur compte, mais sous le contrôle d'un délégué du commissariat local à la vente, qui était toujours un communiste accompli, à défaut d'être un pharmacien, même médiocre.

RÉOUVERTURE DES PHARMACIES PRIVÉES

Presque en même temps qu'était promulgué le décret supprimant la gratuité des secours médicaux, un autre décret était rendu (9 janvier 1922), qui autorisait la réouverture des pharmacies et cliniques privées, sous condition d'une autorisation délivrée par le commissaire du peuple à la santé publique.

Cette autorisation ne pouvait être en principe délivrée qu'aux sociétés, qu'aux associations ouvrières et à divers établissements, et non pas aux personnes prises individuellement. A condition de continuer de fonctionner sous le régime imposé aux pharmacies nationalisées, les pharmacies nationalisées pouvaient être louées. Mais le décret ne prévoyait ni la durée, ni les conditions de cette location. Il advint que, d'un département à l'autre, l'usage variait et que chacun faisait à peu près comme il voulait.

Un an plus tard, en 1923, nouveau décret. Il prévoyait des contrats de location d'un an à l'expiration desquels l'Etat se réservait le droit de reprendre la pharmacie avec son matériel et ses stocks, sans aucune indemnité compensatrice au locataire.

De même, les pharmacies nouvellement ouvertes étaient sans cesse à la merci d'une nationalisation. En

dépît de ces conditions défavorables, le nombre des pharmaciens ne tarda pas à augmenter. On ne sait pas au juste dans quelles proportions, mais on sait qu'au 1^{er} octobre 1923, il existait 463 pharmacies privées.

LIQUIDATION DES PHARMACIES PRIVÉES OU LOUÉES

Le 2 juin 1924, un ordre émanant du commissaire du peuple à la santé publique défendit d'accorder des autorisations d'ouvertures nouvelles. En prenant cette mesure, le gouvernement obéissait à deux préoccupations.

D'une part, il craignait la réorganisation d'une des formes du capitalisme ; il désirait s'emparer des ressources que les propriétaires d'officines avaient constituées dans l'espoir que la N. E. P. durerait.

Le résultat fut que toutes les pharmacies et toutes les cliniques, nationalisées à nouveau, retournèrent à l'état de choses qu'elles avaient connu avant la N. E. P.

ORGANISATION DES OFFICINES DE PHARMACIE

APRÈS LA N. E. P.

L'organisation des officines de pharmacie n'a encore fait l'objet que d'un projet de loi élaboré par la commission des experts en pharmacie et dont nous avons déjà parlé.

D'après ce projet, une pharmacie doit occuper un local sain et bien éclairé, composé au minimum de cinq pièces, d'une cave et d'une glacière.

La première pièce est destinée à la réception des

ordonnances et à la vente des médicaments ; la seconde à la préparation des ordonnances ; la troisième au stock ; la quatrième est un laboratoire et la cinquième est réservée au personnel.

Il est de toute évidence qu'un pareil dispositif ne saurait exister que dans les villes. Dans les villages, il est la plupart du temps impossible de trouver un local convenable. Alors, la pharmacie s'installe tant bien que mal dans une simple maison de paysan composée d'une seule pièce qu'on partage en deux au moyen d'un galandage.

Si les prescriptions légales étaient suivies à la lettre, l'existence des pharmacies à la campagne serait problématique et, pour tout dire, généralement impossible. Il faudrait, en effet, que le soviet local fit construire des maisons tout exprès dans chaque village, ce que ne permet pas l'état pitoyable des finances publiques.

Le projet d'organisation oblige encore les pharmacies à posséder des appareils pour la stérilisation et la distillation, des mortiers, des bocaux, des balances et des trébuchets de précision. Leur laboratoire doit être outillé en vue des analyses chimiques et de la préparation des spécialités.

Chaque officine doit avoir, comme cela se pratiquait avant la révolution, un livre d'ordonnances, un tarif, une pharmacopée russe et, en outre, la liste complète des médecins du pays. Cette liste est rendue nécessaire du fait que ceux des médecins, dont le nom n'y est pas couché, n'ont pas le droit d'exercer, ce qui a pour conséquence que leurs ordonnances ne sont pas exécutoires.

Une telle mesure est dirigée contre les praticiens et les professeurs de Faculté qui ont refusé de s'inscrire au parti communiste : elle les condamne à l'existence misérable qui est le lot de la catégorie des « gens sans droits ».

A. — *Contrôle.*

Toutes les pharmacies nationalisées — même celles des hôpitaux — sont soumises à un contrôle. En cette matière, on distingue entre le contrôle normal et réglementaire et le contrôle occasionnel et extraordinaire. Le premier est effectué par un communiste que désigne le commissariat local à la santé publique. Il a lieu une fois par an. Le second se pratique par ordre supérieur.

Le contrôle a pour objet de s'assurer que le local, occupé par la pharmacie, est convenable, que l'officine est bien achalandée et surtout qu'elle est pourvue en quantité suffisante des réactifs employés dans les analyses chimiques et bactériologiques. Le contrôle porte aussi sur la qualification et la capacité du personnel ; sur l'approvisionnement en médicaments ; sur la stricte exécution des décisions du commissaire du peuple à la santé publique, et sur la comptabilité.

Il s'agit là du contrôle réglementaire et normal. Le contrôle extraordinaire, assez fréquent, est ordonné par les diverses organisations soviétiques. S'il n'a jamais contribué à améliorer l'état de la pharmacie sur laquelle il s'exerce, ni la qualité des produits, il terrorise du moins le personnel et le maintient en étroite sujétion.

B. — *Dispositions financières.*

Ainsi que nous l'avons mentionné plus haut, le décret qui décida que tout médicament, délivré d'après ordonnance, doit être payé, prévoyait aussi que 75 % du bénéfice net serait envoyé au commissariat général de la santé publique, à Moscou, pour payer les médicaments destinés à approvisionner les pharmacies.

Mais, comme nous l'avons dit, personne ne s'est soucié d'obéir à ce décret. C'est pourquoi le commissaire du peuple a lancé un nouveau décret qui autorise les pharmacies à acheter et à vendre les produits et marchandises sous le contrôle de certaines organisations locales, sociétés ou bureaux de la santé publique.

Ce système s'appelle « Khozaistveni rascete », c'est-à-dire, exploitation aux risques et périls. Le bénéfice des officines est à verser aux organisations de contrôle et de direction.

Mais cette disposition n'arrangeant guère le bureau central de Moscou qui, se voyant privé d'une source de revenus assez importante, a pris, en 1925, un décret par lequel il ordonnait de remettre au commissariat à la santé publique la totalité du bénéfice net réalisé par les officines en 1925 et 1924. De son côté, le commissaire à la santé publique, dans le règlement d'application, ordonna que les pharmacies lui verseraient leurs bénéfices des deux années susdites, sauf 30 % qu'elles affecteraient à leur développement.

C'en était donc fini avec la liberté puisque tout ce qui avait été regagné de ce côté-là depuis 1921, venait d'être perdu avec une aggravation de mal : non seulement les pharmacies n'avaient plus la faculté de dis-

poser de leur argent, mais elles devaient encore à grand'peine retrouver l'argent gagné au cours de l'exercice précédent et dont elles avaient disposé sans l'agrément du pouvoir central.

Telle se manifestait l'évolution commandée par la révolution — évolution inéluctable car elle répondait parfaitement aux principes soviétiques, tandis que le gouvernement soviétique réprimait d'autre part avec violence les tentatives de réaction de quelques pharmaciens, élèves et préparateurs en pharmacie.

Si nous nous posons la question de savoir si la population a gagné à cet état de choses, nous ne manquons pas de raisons pour répondre non, en toute certitude. D'abord, parce que le pouvoir central avait déjà bien prouvé qu'il n'est pas capable d'approvisionner assez rapidement et assez complètement les officines ; ensuite, parce qu'en prenant une mesure nettement spoliatrice, le gouvernement montrait que, loin de se préoccuper d'une saine gestion des pharmacies, il avait pour but bien déterminé de se procurer de nouvelles ressources.

En manière de compensation, le gouvernement avait toutefois donné aux pharmacies des privilèges particuliers. Ainsi, le loyer à payer pour une pharmacie ne devait-il pas dépasser 10 à 12,5 kopeks par mètre carré pour les pièces principales et 5 à 7,5 kopeks pour les dépendances. C'était un prix bas relativement à ce que les autres établissements payaient au comité d'action révolutionnaire ou aux autres bureaux

d'Etat, aux lieu et place des anciens propriétaires dépossédés.

Les Comités d'action révolutionnaire, comme remplaçants des municipalités de jadis, avaient l'ordre de veiller à ce que les pharmacies fussent pourvues de l'eau courante et que les locaux répondissent aux exigences de l'hygiène.

Enfin, l'Etat exigeait que les pharmacies s'abstinsent de déménager sans une autorisation spéciale du commissaire à la santé publique.

Cet ensemble de privilèges, de pseudo-privilèges, ne constituait, c'est visible, que de nouvelles charges pour les pharmacies, désormais obligées de payer un loyer, de supporter de 25 à 30 % de frais généraux, si bien qu'il ne leur restait rien pour acheter des médicaments.

C. — *Réglementation de la vente des médicaments.*

Le régime de la délivrance des médicaments par les pharmacies est réglé par une instruction spéciale du commissaire du peuple à la santé publique. En voici les termes :

« Peuvent être délivrés aux clients, librement et sans ordonnance médicale, des remèdes simples, autrement dit inoffensifs, ne contenant aucune des substances marquées d'une croix dans la pharmacopée russe (c'est-à-dire contenant du poison), ainsi que les spécialités figurant sur la nomenclature établie par le commissaire à la santé publique.

« Les médicaments composés, exerçant une action

violente ou contenant une des substances marquées d'une croix sur la pharmacopée, c'est-à-dire vénéneuse, ne peuvent être délivrés que sur ordonnance médicale, enregistrée au commissariat de la santé publique ».

L'auteur du traité officiel intitulé « *La profession pharmaceutique* », où a été publié le document précédent, critique lui-même cette instruction. Il dit plus loin qu'il n'est pas possible de distinguer les remèdes simples des remèdes composés, en se rapportant à l'indication figurée par la croix : certaines substances dangereuses n'étant pas marquées du signe distinctif et pouvant, par conséquent, être d'une part délivrées sans ordonnance et de l'autre, entrer dans la composition des remèdes simples.

L'instruction spécifie, plus loin, que les médicaments dans la composition desquels entrent les poisons ne peuvent être renouvelés sans une nouvelle ordonnance médicale. Mais, afin d'obvier aux difficultés d'application de ces diverses mesures qui exigent du travail supplémentaire et du temps soit pour informer le personnel pharmaceutique, soit pour avertir le médecin intéressé, des mesures temporaires ont été décidées : les sections sanitaires peuvent établir, chacune pour sa région, une liste de médicaments et de spécialités délivrables et renouvelables sans ordonnance médicale. De telle sorte que, par une autorisation de ce genre, le gouvernement central a pratiquement annulé son instruction fondée sur la distinction des médicaments simples, composés et toxiques, situation d'autant plus délicate pour la pharmacie que cette

dernière n'a, en définitive, d'autre règlement que celui édicté par le pouvoir central.

Les stupéfiants font l'objet d'un article spécial : non seulement ils ne peuvent être vendus que sur la présentation d'une ordonnance, mais celle-ci doit être revêtue de la signature autographe et du cachet personnel du médecin, dentiste ou vétérinaire. Et la quantité délivrée ne doit pas excéder celle qui est destinée à l'usage de sept jours. Toutefois, il convient de noter que cette partie du règlement date de l'ancien régime et que les soviets ne l'ont aucunement modifiée.

D'autres points sont demeurés aussi sans changement, de l'ancien au nouvel état de choses. Et voici les principaux :

« Toute ordonnance entrée à la pharmacie pour exécution, doit être copiée dans un livre approprié, dit « Livre d'ordonnances » et sous un numéro d'ordre. Il faut, en outre, indiquer la date d'exécution, le nom du docteur, celui du malade, l'âge de ce dernier, la formule du médicament délivré et son prix. L'ordonnance est contresignée par le pharmacien qui doit la conserver pendant trois ans. La copie de l'ordonnance, selon un modèle uniforme, imposé à tous les établissements, est signée, elle aussi, mais par celui qui a préparé le remède. Le prix est porté dessus. Cette copie s'attache au flacon ou à la boîte contenant le médicament et remise en même temps que ce dernier au client.

« Tous les remèdes doivent posséder un emballage soigné et approprié et l'étiquette, porter le mode d'emploi. L'étiquette est blanche pour l'usage interne et

rouge pour l'usage externe. Les substances toxiques sont désignées par une étiquette rouge où l'on voit une croix, un crâne et deux tibias entrecroisés, ainsi que le mot « poison ».

A toutes ces prescriptions, les communistes ont ajouté que sur la copie de l'ordonnance doit figurer, avec le prix du tarif, la réduction consentie, s'il y a lieu. Or, on accorde généralement des réductions à certains groupements de quelques bureaux.

En plus de ce travail d'enregistrement, les pharmaciens ont à tenir une comptabilité spéciale, répondant, certes, aux exigences de l'Etat, mais qu'il est permis de juger professionnellement comme tout à fait inutile. Ils sont obligés de prendre note des noms, métiers, âge, domicile et situation de famille des personnes qui prennent des médicaments. Ces formalités permettent au gouvernement d'avoir l'œil ouvert sur chacun.

D. — *Rapport de la pharmacie et des professions hospitalières*

Autrefois, les infirmiers et les infirmières diplômés, après études dans les écoles, entraient dans les différents hôpitaux, citadins ou ruraux, comme aides des médecins pour veiller les malades, faire des injections, pour remplir, en somme, les fonctions qui, en France, sont dévolues aux infirmiers et aux sœurs des hôpitaux.

Il était bien entendu que ce personnel n'était point qualifié pour rédiger les ordonnances ou pour pratiquer la médecine, de quelque manière que ce fut.

Les Soviets ont changé tout cela. Les diplômés sortis des écoles d'infirmiers, ayant accompli un stage de trois années dans un hôpital ou une clinique, ont reçu le droit d'exercer la médecine et de formuler des ordonnances. Le pharmacien a donc, sur leurs indications, à délivrer toutes sortes de médicaments, stupéfiants ou toxiques prescrits à dose normale.

On a vu parfois un simple infirmier militaire placé à la tête d'une région et jouir de tous les droits et prérogatives d'un médecin. Par contre, le pharmacien qui, autrefois, avait le droit de donner des conseils et de préparer des remèdes sans ordonnance, ne le peut plus aujourd'hui. Les instructions communistes sont formelles à cet égard. C'est tout au plus si un règlement, en date de 1919, lui accorde l'autorisation de porter les premiers secours en cas d'accident, et cela seulement s'il ne trouve pas de docteur.

C'est bien là un de ces manques de logique auxquels les soviets nous ont accoutumés. Un infirmier qui ne sait presque rien de la médecine a les mêmes droits qu'un docteur en médecine et peut comme lui établir des ordonnances, alors qu'un pharmacien, auquel les soviets imposent une formation aussi complète que celle d'un médecin n'a pas le droit de conseiller le moindre cachet contre le mal de tête ou le mal de dents.

PHARMACOPÉE SOVIÉTIQUE

La dernière édition de la *Pharmacopée russe*, que les Soviets ont trouvée en prenant le pouvoir, datait

de 1910. Cette Pharmacopée comprenait les chapitres suivants :

I. — Nomenclature de toutes les substances médicamenteuses.

II. — Réactifs.

III. — Description des appareils en usage dans la pharmacie.

IV. — Suppléments.

V. — Réglementation de la vente des médicaments dangereux.

VI. — Liste des substances devant figurer sur tableaux spéciaux :

A. — Toxiques.

B. — Narcotiques.

VII. — Doses maxima des médicaments pour les personnes et pour les animaux.

VIII. — Liste des contrepoisons.

Cette *Pharmacopée* ne convenait plus aux desseins de la médecine soviétique, puisqu'elle renfermait des substances considérées, de l'avis du commissaire du peuple à la santé, comme médicalement inutiles. Une refonte de la *Pharmacopée*, en vue d'une nouvelle édition, fut donc entreprise ; terminée en 1923, elle fut publiée trois ans plus tard. Elle constitue la septième édition de la *Pharmacopée russe*.

Dans cette *Pharmacopée*, 116 nouvelles substances ont été introduites contre 112 qui en ont été exclues. A noter, à ce propos, que l'article *vin* a été entièrement supprimé ; tant pour ce qui regarde le vin proprement dit que pour les préparations à base de vin. Parmi les substances nouvellement admises, entrent celles qui relèvent de l'opothérapie, comme la thyroïdine, les

extraits de capsules surrénales, etc... On trouve également une liste des remèdes dosés, nombre de médicaments à usage vétérinaire, les doses maxima à administrer aux vieillards d'une part et de l'autre aux animaux, et enfin un tableau des doses pour les contre-poisons.

Les critiques n'ont pas manqué à cette *Pharmacopée*, même de la part des auteurs communistes. On lui reproche communément de trop différer de l'ancienne, de contenir beaucoup de fautes et de montrer beaucoup de contradictions entre le texte des articles et les tableaux.

L'observateur neutre remarque que la *Pharmacopée russe* de 1910 se rapprochait sensiblement des autres pharmacopées européennes, française, anglaise et allemande. Et il lui semble bien qu'il n'y avait aucun besoin de la modifier, sinon pour y adjoindre en supplément, les substances opothérapiques.

Mais les Soviets ont introduit des corrections dans ce domaine, en conformité avec leur politique générale, qui consiste à changer par principe ce qui existait avant eux.

STATISTIQUE DES OFFICINES PHARMACEUTIQUES EN RUSSIE SOVIÉTIQUE

Le nombre des pharmacies en Russie soviétique s'élève à :

3.847 pharmacies d'hôpitaux ;

2.916 pharmacies travaillant à leur compte ou de tout autre genre, soit un total de :

6.763 officines.

Les chiffres de cette statistique sont loin de constituer un progrès, car, avant la Révolution, il y avait en Russie (Pologne et Lithuanie comprises), 10.088 pharmacies, et si l'on ne compte ni la Pologne ni la Lithuanie, 8.638 pharmacies. Dans cet effectif, 4.791 pharmacies appartenaient au corps pharmaceutique.

La preuve est là, éloquemment faite, qu'en dépit des tapageuses protestations communistes, la pharmacie soviétique se trouve en régression sur la pharmacie impériale. L'annonce et la proclamation de progrès considérables réalisés ces dernières années, ne correspondent donc point à la vérité.

La conclusion qui s'impose est qu'on se trouve en présence d'une décadence certaine.

LE RÔLE SOCIAL DE LA PHARMACIE :

L'ASSISTANCE AUX ASSURÉS

De par la loi soviétique, tous les établissements, industriels ou autres, qui comptent au moins 100 ouvriers, doivent avoir une infirmerie ou un dispensaire, muni de médicaments, d'instruments chirurgicaux et d'objets de pansement. Les usines ayant plus de 500 ouvriers doivent entretenir, à moins d'un kilomètre de l'usine, une infirmerie et un médecin.

Toutes les pharmacies, qu'elles soient nationalisées ou qu'elles fonctionnent à leur compte aux environs d'une usine, ont l'obligation de fournir gratuitement les médicaments aux ouvriers et employés de cette usine. Elles ont à s'approvisionner en conséquence.

Les ouvriers d'industrie sont considérés comme

étant tous assurés par l'Etat. Il n'empêche que dans beaucoup de régions, on les a d'abord contraints à aller chercher les remèdes dont ils ont besoin, soit dans les pharmacies des hôpitaux, soit dans les pharmacies nationalisées seulement, c'est-à-dire approvisionnées par l'Etat, et non plus dans les pharmacies travaillant à leur compte. Mais les pharmacies d'Etat sont toujours très mal achalandées, en sorte qu'il arrive que les assurés ont souvent manqué de tout — et ils n'avaient pas la facilité d'aller à la pharmacie de leur choix ;

C'est pourquoi le Commissaire du peuple à la santé publique a ordonné que :

1° Les assurés ont le droit de se procurer des médicaments dans n'importe quelle pharmacie ;

2° Les assurés, dans ce cas, paient les remèdes au prix de revient seulement ;

3° Les assurés ne doivent pas dépenser plus de 80 ou 85 kopeks de médicaments par jour (le kopek est la centième partie d'un rouble). A cette fin, des formules pharmaceutiques spéciales, peu coûteuses, ont été établies (art. 228, 23 septembre 1928).

N'ont droit à la gratuité des médicaments que les catégories suivantes (art. 9-12, 2 juillet 1924).

1° Les ouvriers et les employés d'Etat et leurs familles ;

2° Les chômeurs ;

3° Les chômeurs secourus par l'Etat ;

4° Les écoliers et les étudiants faisant partie d'associations professionnelles ;

5° Les invalides du travail secourus au titre des assurances sociales ;

6° Les personnes en mission, comme les militaires, etc...

Telles sont les catégories sociales qui bénéficient de la gratuité des médicaments dans les pharmacies hospitalières ou qui sont admis à se procurer au prix de revient des remèdes dans les pharmacies de libre exercice

Ainsi est-on à même de conclure qu'au pays des Soviets, l'égalité n'existe pas, puisque des privilégiés jouissent du secours médical gratuit (ouvriers et employés d'Etat et membres des syndicats professionnels, c'est-à-dire tous les communistes), tandis que d'autres sont obligés de se soigner entièrement à leurs frais et au prix fort. Mais encore doit-on noter que les secours médicaux gratuits ne le sont que dans les hôpitaux et les pharmacies d'Etat, ceci accordé que les secours pharmaceutiques ne doivent pas coûter plus de 80 à 85 kopeks par jour et par personne ; dans ce but on a établi des formules de remèdes à bon marché appropriés à chacune des maladies.

Il est facile de concevoir que, dans ces conditions, un tel secours n'est pas bien efficace. Il l'est d'autant moins qu'ainsi que des journaux officiels le publient, certains bureaux de santé, pour épargner aux pharmacies libres la charge de délivrer des remèdes au prix de revient, ont décidé d'attacher les assurés aux pharmacies des ambulances et des hôpitaux qui, la plupart du temps, ne disposent que de médicaments de première nécessité.

Cet ensemble de faits montre une fois encore l'insuffisance évidente de l'organisation de la pharmacie

sous les Soviets. Cette organisation reposait sur un principe à la fois simpliste et singulier. Il s'agissait de couvrir les dépenses des pharmacies des hôpitaux et des infirmeries au moyen du bénéfice réalisé par les pharmacies dites de « libre exercice ».

Néanmoins, en ce qui concerne l'assistance gratuite des assurés et des autres catégories désignées plus haut, il ne faut pas oublier que les assurés, ici comme en France, versent à l'Etat un prélèvement opéré sur leur salaire. On retiendra cependant qu'un aussi mince privilège est considéré comme une chance exceptionnelle en Russie soviétique.

L'ENSEIGNEMENT DE LA PHARMACIE ET LA FORMATION DE SON PERSONNEL

En 1916, quelques mois avant la Révolution, une Commission instituée spécialement avait élaboré un projet d'organisation d'écoles pour les préparateurs en pharmacie. Les études auraient duré deux ans. Mais la guerre fut cause que nulle suite n'a été donnée à ce projet.

Une des premières décisions du gouvernement communiste (janvier 1918), fut d'interdire aux pharmacies de prendre des élèves. Malgré cela, jusqu'en 1921, le recrutement des élèves se poursuivait parce qu'on avait fort besoin de personnel en général.

Il fallut pourtant attendre l'année 1920 pour qu'on se soucie plus particulièrement de la formation des préparateurs. Une instruction du commissaire du peuple à la santé publique envisagea l'ouverture d'une

école temporaire à cette intention : ces études ou des études préparatoires devaient avoir une durée de six mois, après quoi une nouvelle scolarité de deux années se trouvait prévue. A ceux qui voulaient entrer dans ces écoles, on demandait un minimum d'âge de 16 ans et la possession du certificat d'études primaires.

Au sortir de l'école de deux ans, les élèves avaient le droit de travailler ou comme préparateurs ou, après un stage supplémentaire de quatre mois, comme pharmaciens. Les personnes ayant passé par l'école préparatoire de six mois et qui accomplissaient un an de stage dans une pharmacie, obtenaient des droits analogues à ceux de leurs camarades qui avaient suivi les cours de deux années.

En raison de la pénurie des ressources, les écoles en question étaient si peu nombreuses que, pendant six ans, les étudiants qui en sont sortis n'ont pu satisfaire qu'à 50 % des demandes. L'instruction professionnelle donnée dans les écoles de deux ans manquait, en outre, de qualité. Le programme n'était vu que superficiellement. Quant au stage de six mois, il se révéla trop court.

Plus tard, on nomma ces écoles « Ecoles techniques de pharmacie » et la durée des études fut portée à deux ans et demie. En 1926, on décida que cette durée serait de trois ans, avec, à la sortie, stage pratique obligatoire d'un an.

Maintenant, la Russie soviétique compte vingt-deux écoles techniques de pharmacie. On y entre aux conditions que voici :

1° Les candidats doivent être âgés de 17 ans au moins et de 30 ans au plus ;

2° Les écoles ouvertes d'abord aux membres du parti communiste, ouvriers et paysans, aux soldats et aux invalides de l'armée rouge et de la flotte soviétique ;

3° Peuvent ensuite être acceptés les enfants des ouvriers des professions d'exercice libre, comme cordonniers, menuisiers, cordiers, ramoneurs, etc...

Dans les limites de chacune des deux catégories, la préférence est accordée aux élèves ayant satisfait au cycle complet des études dans un lycée, ainsi qu'aux personnes qui possèdent déjà une certaine connaissance du métier. Un jury spécial dresse la liste des candidats admis à subir les épreuves et il préside d'une manière générale à l'admission aux écoles techniques de pharmacie.

Les jeunes gens ayant fini leurs études et satisfait au stage, sont admis dans une division d'où ils sortent avec le diplôme de pharmacien. Les épreuves consistent en ceci : le candidat fournit un rapport descriptif des travaux exécutés pendant son stage pratique avec une attestation des dirigeants de la pharmacie dans laquelle il a fait ce stage. Il est ensuite interrogé sur la technologie du formulaire pharmaceutique, sur la chimie pharmaceutique, sur la pharmacologie et sur la pharmacognosie. Il a enfin à faire preuve de quelques notions d'économie politique.

I. — *Ecoles supérieures de pharmacie (Pharmvouse)*

Le personnel supérieur de la pharmacie se prépare dans des établissements spéciaux dits « Ecoles supé-

rieures de Pharmacie ». La durée des études y est de quatre ans. Mais le plan des études a été conçu de telle sorte que l'étudiant supérieur peut travailler partout où l'on s'occupe de pharmacie : usines de produits chimiques, laboratoires de médecine légale, de bactériologie, etc... Il peut même se consacrer à la culture des plantes médicinales.

Les conditions d'admission aux Ecoles supérieures de Pharmacie sont à peu près les mêmes que celles qui sont exigées des candidats aux écoles élémentaires :

1° Etre âgé de 17 à 30 ans;

2° Etre en possession du diplôme décerné après les neuf années réglementaires d'études dans un lycée;

3° Appartenir à une catégorie sociale communiste. Ce sont d'ailleurs les conditions imposées à tous ceux qui postulent leur entrée dans n'importe quelle école supérieure soviétique.

Les Ecoles supérieures de pharmacie sont au nombre de cinq pour toute la Russie :

I. — Faculté chimico-pharmaceutique de l'Université de Moscou ;

II. — Section chimico-pharmaceutique de l'Institut médical de Pétrograd ;

III, IV et V. — Etablissements similaires rattachés aux Universités de Perm, d'Odessa et de Tiflis (Caucase).

Etant donné ce que nous venons de dire pour l'ensemble des études en pharmacie dans la Russie soviétique, on peut admettre que ces études se trouvent maintenant assez bien organisées. Si elles ne sont pas

aussi prolongées qu'en France, elles assurent néanmoins une formation qui fait du diplômé supérieur un véritable spécialiste.

II. — *Statut du personnel pharmaceutique*

En 1919, la Russie a cruellement ressenti le besoin de personnel médical et pharmaceutique. Cela tenait aux circonstances, car la plupart du personnel existant se trouvait alors mobilisé à l'armée rouge. On dut décréter la mobilisation civile du reste de ce personnel, qui se vit contraint de se mettre au service des établissements nationalisés ressortissant à la médecine et à la pharmacie.

A la fin de 1919, toutes les pharmacies ayant été nationalisées, leur personnel entra en compte au budget de l'Etat. Il percevait une partie de son salaire en espèces ; l'autre partie lui était ristournée en « paek », c'est-à-dire qu'il recevait une carte lui permettant de se procurer à un prix déterminé et minime ses rations de pain et de vivres dans les coopératives d'Etat ouvertes à cette intention.

A mesure donc que la monnaie-papier perdait de sa valeur, le personnel des pharmacies et laboratoires se trouvait contraint de ne plus vivre qu'avec les rations qui lui étaient chichement allouées en nature. Par exemple, un homme touchait 400 grammes de pain par jour, sa femme 300 et les enfants 250 chacun. Les enfants mineurs n'avaient droit à la viande qu'une fois par semaine. Quant au beurre et aux œufs, ils manquaient régulièrement dans les coopératives d'Etat. Si bien qu'on devait se contenter de pommes de terre, de

betteraves, à moins d'acheter des vivres chez les cultivateurs, mais en cachette et à des prix excessifs.

Lorsqu'au temps de la N. E. P., les pharmacies furent mises à leur compte, le salaire du personnel était fixé par un contrat collectif dans chaque région, entre les employés d'une part, et le bureau sanitaire de l'autre. En 1924, les travailleurs de la pharmacie libre avaient réussi à obtenir environ 32 % de leur salaire d'avant la révolution. Mais leurs collègues de la pharmacie hospitalière qui restaient toujours nationalisés se contentaient de 24 %.

A l'heure actuelle, le salaire moyen d'un pharmacien qualifié, c'est-à-dire diplômé, est d'à peu près 760 francs par mois, celui d'un pharmacien non qualifié, provenant d'une école technique de pharmacie est de 610 francs. Ces chiffres représentant de 55 à 60 % des salaires d'avant la révolution, cependant que le coût de la vie a été considérablement augmenté.

Et encore, n'a le droit d'être embauché comme pharmacien — à titre d'élève en pharmacie ou d'employé de laboratoire — que quiconque possède un diplôme soit d'une Ecole supérieure, soit d'une Ecole technique, soit aussi un titre universitaire d'avant la révolution, de « maître », de préparateur ou d'élève. Les pharmaciens étrangers, nantis d'un diplôme d'école ou de faculté, jouissent du même droit, à la condition de subir une épreuve préalable dans une faculté soviétique. Les personnes ayant à leur actif un ouvrage traitant de questions relatives à la pharmacie sont dispensées de cette probation.

Dans les petits établissements pharmaceutiques, où

il n'y a pas de poste de pharmacien, la préparation des remèdes est confiée à un infirmier. Mais dans les établissements importants comme dans les hôpitaux, un poste de pharmacien directeur est reconnu indispensable.

Pour avoir le droit d'accéder à ce poste, il faut avoir obtenu le diplôme supérieur, travailler pendant trois ans dans une pharmacie. Les directeurs de laboratoire doivent pareillement, avant de le devenir, travailler pendant trois ans dans un laboratoire. De rares exceptions sont faites, sur proposition de la section sanitaire, en faveur de diplômés des écoles techniques, dispensés en outre du stage de trois ans. Mais il s'agit en ce cas de sujets d'une capacité exceptionnelle.

Sous l'ancien régime, seuls, les possesseurs du diplôme « de maître » en pharmacie et de fin d'études pharmaceutiques étaient admis à la direction d'une pharmacie. Les Soviëts se contentent, sans établir de différence entre ceux-ci, des élèves diplômés des écoles supérieures et des écoles techniques. Ils vont même jusqu'à investir de cette charge, d'anciens préparateurs d'avant la révolution, lorsque ces derniers ont remplacé les pharmaciens en titre, tués ou expulsés. Dans ce cas, le stage révolutionnaire remplace les titres professionnels, car, la plupart du temps, les hommes dont il est question ont pris l'initiative de chasser ou de tuer leurs anciens patrons afin de les déposséder.

III. — *Immatriculation du personnel*

Toute personne exerçant une profession qui se rapporte à la pharmacie ou désirant y obtenir une place, est tenue de se faire immatriculer dans un des bureaux sanitaires de sa région, en produisant ses diplômes et ses pièces d'identité. On lui délivre alors un certificat d'immatriculation.

Si cette personne change ensuite de résidence et s'établit dans un autre département, elle se présente au bureau sanitaire de ce dernier lieu, afin de faire viser son certificat, sans quoi elle ne serait pas inscrite sur les registres d'immatriculation du pays.

Mais le visa ne s'accorde qu'après avis favorable du bureau sanitaire. Par quoi on voit que les pharmaciens russes, ou, comme on les appelle en langage soviétique « les ouvriers de la pharmacie », n'ont pas la faculté de se placer et de se déplacer à leur gré. Ils sont pour ainsi dire attachés à une région, et dans l'impossibilité de changer de situation sans l'autorisation de leur bureau.

A retenir encore que cette sorte de servitude locale a été étendue par les Soviets à tous les métiers. Le gouvernement de la Russie actuelle n'admet de liberté que pour la partie de la population qui fait profession de communisme.

IV. — *Organisation d'une officine de pharmacie en Russie communiste*

En principe, toute officine pharmaceutique comprend le personnel suivant : un chef de pharmacie, un directeur, un sous-chef, un ordonnancier, un contrô-

leur et un assistant. Chacune de ces personnes doit être titulaire du diplôme de pharmacien.

Il existe, au surplus, un personnel subalterne composé du vendeur et des élèves.

Le chef de pharmacie a la charge de mener les affaires de l'officine en conformité avec les instructions de la section sanitaire. C'est lui qui recrute le personnel et qui lui indique ses devoirs. Il doit vérifier la qualité des médicaments, soit en pratiquant personnellement des analyses, soit en les envoyant à des laboratoires pour y être analysés.

Le sous-chef, ou « defectar » surveille le matériel et les médicaments. Il s'assure que chaque produit entré à la pharmacie porte une fiche d'identité et un numéro d'ordre. Si cette pièce manque, il lui incombe de faire l'analyse du produit et d'établir la fiche. Le sous-chef a la garde des clés des différentes armoires où sont obligatoirement rangées les substances portées sur les tableaux A, B et C. L'armoire contenant les produits du tableau A est désignée par l'inscription « Venena » ; celle des produits du tableau B, par l'inscription « Héroïca ». C'est dans cette armoire que se trouve le trébuchet de précision destiné à peser les substances du tableau B. Le sous-chef a encore à s'occuper de la vente en gros des produits qu'il délivre avec une facture spéciale aux assistants des médecins et autres œuvres sanitaires.

A chaque vente, il doit établir une facture en triple exemplaire. Une de ces factures, revêtue de la signature de l'acheteur, reste en la possession du defectar, une autre devient la propriété de l'acheteur, la troi-

sième est versée à la comptabilité. Le defectar assure la conservation des médicaments dans les meilleures conditions.

Dans certaines pharmacies, le poste de sous-chef n'existe pas. En ce cas, c'est au chef qu'il appartient de remplir les fonctions, parmi lesquelles les plus importantes sont la vérification de la préparation des ordonnances où entrent des substances figurant aux tableaux A, B et C. Toute ordonnance qui rentre dans cette catégorie doit porter un signe de revification personnel au defectar.

Le directeur ou réceptar reçoit les ordonnances et surveille la vente des médicaments prescrits sur les ordonnances. Le chef lui confère le pouvoir de vérifier la dose des poisons que le médecin a ordonné. Le médecin qui, pour les substances toxiques, dépasse la dose maxima portée au codex, doit indiquer en toutes lettres la dose qu'il prescrit et la souligner par un point d'exclamation. S'il néglige de remplir ces conditions, et si l'on n'a pas le moyen de lui parler, le réceptar met d'autorité la moitié seulement de la quantité de toxique qui est portée sur l'ordonnance.

Le contrôleur surveille les assistants ou ordonnanciers pendant que ceux-ci préparent les ordonnances. Il procède, à l'occasion, à des analyses. Quand une pharmacie n'a pas de contrôleur, c'est le receptar qui remplit l'office de ce dernier. Il collationne l'ordonnance authentique et la copie qui en est relevée à l'usage du malade. L'un et l'autre documents sont revêtus de sa griffe. Il s'inquiète de savoir si la copie de l'ordonnance faite sur le livre spécial de la pharmacie

porte un numéro d'ordre, ainsi que les indications de date, de nom du médecin, de nom et âge du malade.

A lui encore le soin de voir si les étiquettes sont placées correctement et si les inscriptions répondent aux exigences du règlement. Il veille en outre à ce que les ordonnances portant le mot *cito* ou *statim* soient préparées hors tour et avec célérité.

Si le receptar découvre des erreurs dans la préparation des remèdes, et cela surtout en l'absence du client, il prévient sans retard le chef de la pharmacie. Si celui-ci n'est pas là, il prend les mesures nécessaires pour avertir d'urgence le malade et le médecin.

Les assistants ou ordonnanciers préparent les remèdes indiqués sur les ordonnances. A cette fin, ils reçoivent du defectar les médicaments nécessaires. Ils contresignent alors la copie des ordonnances destinées au client et les factures. Ils ont à laver les mortiers, les tables et à entretenir le matériel dans un parfait état de propreté. Les élèves et les vendeurs coopèrent à ces besognes.

Le décret de 1919, pris par le commissaire du peuple à la santé publique, interdisait la présence d'élèves et de vendeurs dans les pharmacies. Mais en réalité, celles-ci ont toujours eu ce personnel et en quantité. Aujourd'hui, les pharmacies sont littéralement encombrées, non seulement par les pharmaciens diplômés dont le nombre varie entre trois et dix suivant les officines, mais encore par le personnel subalterne.

Le travail est organisé de telle sorte qu'une personne contrôle l'autre. Et il faut considérer que la compta-

bilité est compliquée à l'extrême. Pourtant, le rendement est loin de correspondre à l'effectif des employés : la vérité est que seuls travaillent les assistants et le personnel subalterne. Les autres ne s'occupent que de contrôle et de comptabilité. On ne s'étonnera pas alors que là où deux personnes suffisaient autrefois, il en faille maintenant jusqu'à huit. Quoi qu'il en soit, chaque année les écoles techniques et les écoles supérieures continuent de déverser dans la circulation de nombreux et nouveaux diplômés qui vont grossir l'armée des employés inutiles qui embarrassent les pharmacies.

V. — *La durée du travail*

Les pharmaciens diplômés travaillent six heures dans les officines et huit heures dans les laboratoires. Mais ceux qui sont embauchés à titre de vendeurs, sont tenus à huit heures, même dans les officines. Les jeunes gens au-dessous de seize ans ne travaillent que quatre heures, et ceux de seize à dix-huit ans, six heures.

Tout ouvrier ou employé de la pharmacie a droit à un jour de repos hebdomadaire, mais ce repos se prend à tour de rôle, car les Soviets ont interdit le repos dominical.

Une pharmacie est ouverte jour et nuit, c'est pour quoi on se trouve obligé aux heures supplémentaires, dérogations qui sont autorisées par la section sanitaire. Le travail supplémentaire ne saurait toutefois dépasser

ser pour un seul individu cinquante heures par mois et cent vingt heures par an. L'heure supplémentaire est payée une fois et demie plus cher que l'heure ordinaire.

Si un employé n'a pas profité de ses jours de congé, il peut obtenir une permission de trente jours par an, qui s'ajoute à celle de quatorze jours à laquelle il a droit. La compensation pécuniaire est formellement interdite.

Impressions de quelques témoins

Les journalistes et les voyageurs étrangers qui visitent actuellement la Russie, sont d'accord, même avec les journaux communistes du pays, pour constater les défauts considérables de l'organisation médicale et pharmaceutique, élaborée et réalisée par les Soviets.

Les médecins, en particulier, écrivent souvent sur ce sujet. Nous citerons le témoignage d'un médecin qui a réussi à fuir la Russie, le Docteur Goubine. Celui-ci, d'extraction rurale, avait réussi à finir ses études à la Faculté de Médecine de Kharkow. Il exerça ensuite à Odessa, Moscou, Pétrograd et en d'autres villes. Mais, en 1931, n'y pouvant plus tenir, il se sauva de l'U. R. S. S.; or voici ce qu'il dit dans un journal édité à Paris :

« Les remèdes ne sont pas pour les travailleurs pauvres.

« Comme on le sait, la population de la Russie soviétique se divise en deux parties. L'une comprend

les ouvriers, les employés de toutes sortes d'établissements et bureaux soviétiques, les fonctionnaires, l'armée et la marine. L'autre, le reste des habitants.

« En vue d'organiser les secours médicaux et pharmaceutiques, l'Etat fournit une certaine somme ; pour parfaire les crédits, ouvriers et employés versent jusqu'à 20 % le leur salaire. Tout ceci, paraît-il, était censé couvrir les frais de l'assistance médicale et pharmaceutique des travailleurs. Rien de pareil n'existe. Le traitement des malades, même dans les hôpitaux, est rendu presque impossible, faute de médicaments et de pansements. Il n'y a guère que les hôpitaux militaires et ceux de la G. P. U. à être assez bien pourvus — et aussi un hôpital destiné aux hauts personnages du parti communiste. Les autres manquent de tout.

« Il existe une instruction spéciale pour les médecins des hôpitaux, d'après laquelle ils n'ont pas le droit de prescrire à leurs malades des remèdes ne figurant pas dans la nomenclature, annexée à cette instruction. Et encore, le montant de chaque ordonnance ne doit-il pas dépasser quatre francs par personne. Or, il arrive que parfois ces ordonnances elles-mêmes ne peuvent être exécutées — faute de médicaments.

« Maintenant, dans la plupart des pharmacies, on ne trouve plus ni narcotiques, ni iode, ni soude, ni acide borique, ni vaseline, ni produits salicylés, ni pyramidon, pas plus que de phénacétine, d'iodures, de chloroforme, d'éther, de sels de brome et de sels de fer. Les stocks sont totalement épuisés. Les infirmeries

et dispensaires des usines sont dépourvus d'instrument chirurgicaux, d'objets de pansement et de blouses pour le personnel. L'hiver, hôpitaux et cliniques ne sont pas chauffés. Même dans l'hôpital central de Kharkow, dit « hôpital Lénine », on n'allume le feu que deux fois par semaine, ce qui fait que les chirurgiens sont obligés de renoncer à opérer.

Plusieurs cliniques ont été fermées pendant tout l'hiver 1931.

« Quelquefois, dans les dispensaires et les infirmes, des ouvriers renseignés sur ce qui se passe en pratique, réclament du médecin de « véritables ordonnances ». Sous la menace d'injures et de coups, le médecin délivre alors à l'ouvrier une ordonnance spéciale que les pharmacies exécutent à prix d'or. A ce sujet, éclatent des discussions et des scandales, et finalement, on déclare que c'est le médecin qui est dans son tort.

« Les médicaments qui entrent dans les pharmacies et dans les hôpitaux sont toujours de la plus médiocre qualité, puisque tout ce qui est de bonne qualité est exporté à l'étranger. »

Résultats obtenus par l'organisation soviétique des pharmacies russes

L'organisation de la pharmacie dans l'U. R. S. S. ne se présente donc pas comme quelque chose de stable et de déterminé. Comme son principe est avant tout révolutionnaire, il s'ensuit qu'elle est fondée d'abord

sur la destruction de tout ce qui fut élaboré et réalisé sous l'ancien régime, quelle qu'en fut la valeur. Les communistes font une expérience, ils l'ont proclamé : ils cherchent de nouvelles formes d'existence, très originales, non encore tentées dans la pratique, sans nul souci toutefois des nécessités de la vie actuelle et des besoins humains. Ils ont porté la main sur tout, oubliant que l'organisation, précisément, ne supporte point l'improvisation.

Les communistes ont voulu organiser la pharmacie d'après les théories de Karl Marx qui sont d'un demi-siècle en retard sur le progrès de notre temps. Et, à la tête des institutions pharmaceutiques, comme partout ailleurs, on trouve souvent les hommes les plus ignorants quand ce ne sont pas les plus criminels. Cela résulte de l'orgueil des dirigeants soviétiques, qui se croient supérieurs en toutes choses. Dans ces conditions, on ne peut augurer rien de bon du progrès scientifique et administratif de la pharmacie, aussi bien que de la médecine sous un tel régime.

Conclusions générales

La pharmacie en Russie fut constituée seulement au xvi^e siècle, époque avant laquelle elle ne comportait que le savoir des « snakar » et des rebouteux.

Elle ne s'est développée réellement qu'au xix^e siècle, grâce aux efforts de l'Etat et des sociétés agricoles ou « zemstvo ». La Russie se couvrit alors d'un épais réseau de pharmacies, laboratoires et d'usines de produits chimiques.

L'organisation de la pharmacie en Russie impériale correspondait à celle de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne, c'était une profession libre où l'officine constituait la propriété privée du pharmacien.

— Le gouvernement soviétique abolit toute hiérarchie dans la pharmacie et pendant de longues années se livra à une série d'expériences sur l'organisation pharmaceutique, dont les résultats furent :

— Le nombre des officines fut considérablement réduit.

— Les études préparatoires des pharmaciens sont insuffisantes.

— La pharmacie devient un établissement de l'Etat soviétique.

— Le pharmacien n'est qu'un salarié, qui ne doit

desservir que ceux du parti communiste et n'a pas le droit d'exécuter les ordonnances des médecins non inscrits sur la liste de ce parti.

— Le pharmacien n'a aucune obligation morale ou sociale envers la population et doit seulement se préoccuper de satisfaire ses chefs.

<i>Vu :</i>	LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
LE DOYEN,	GUIART
JEAN LEPINE.	

Vu et permis d'imprimer

Lyon, le 9 Mars 1934.

LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ
A. LIRONDELLE.

DOCUMENTATION

I. — RÉGIME IMPÉRIAL

L'industrie chimico-pharmaceutique en Russie. *Edition de l'Association des Pharmaciens russes*, 1915.

FREIBERG. — Législation médico-sanitaire en Russie, 1913.

GOLDEBERG. — Formulaire pour les pharmaciens, 1911.

RICHTER. — Histoire de la Médecine en Russie, 1814-1820.

II. — RÉGIME SOVIÉTIQUE

BITCHKOV et RATCHKOVSKY. — Art pharmaceutique — son organisation et sa législation en 1928.

Bulletin du Commissaire de la Santé Publique, 1922-1927.

FREIBERG. — Législation médico-sanitaire des lois du Gouvernement de U. R. S. S., 1919-1925.

Journal chimico-pharmaceutique, 1925-1926.

Journal — Nouvelles pharmaceutiques, 1923-1926.

Législation pharmaceutique, 1927.

Législation sanitaire de 1925.

LÉVINSHTEINE. — Organisation et stocks pharmaceutiques en 1922.

— Législation de l'art pharmaceutique, 1921.

ZILBERG. — L'aube du mouvement des ouvriers pharmaceutiques, 1926.

TABLE DES MATIÈRES

I. — PHARMACIE SOUS LE RÉGIME IMPÉRIAL.

Introduction, Historique	11
L'origine de la médecine et de la pharmacie	14
Les Tartares	17
La pharmacie et la médecine populaire	19
Les bains	22
Apparition du médecin; ouverture de la première pharmacie	26
Les progrès de médecine et de pharmacie sous le règne de Pierre le Grand	30
Organisation des écoles médicales	34
Organisation de la pharmacie avant la Révolution..	37
L'ouverture des pharmacies	41
La pharmacopée russe	44
Industrie pharmaceutique	45
Education du personnel pharmaceutique	51
Les conditions de la carrière	53
L'organisation corporative	53
Presse	54
Conclusion de la première partie	55

II. — PHARMACIE SOUS LE RÉGIME SOVIÉTIQUE.

Principes généraux formant la base des nouvelles organisations pharmaceutiques	59
Le fonctionnement du commissariat de la santé publique	63
Organisation centrale de la pharmacie du département	64
Organisation provinciale	65
Fonctionnement pratique des officines pharmaceutiques	67
Le but de la pharmacie soviétique	70
Historique de la pharmacie sous les Soviets	75
Délivrance gratuite des médicaments par les officines pharmaceutiques	77
Au temps de la nouvelle politique économique (N. E. P.)	79
Essai d'économie pratique ou les pharmacies à leur compte	82
Réouverture des pharmacies privées	84
Liquidation des pharmacies privées	85
Organisation des officines de pharmacie après N. E. P.	85
A. Contrôle	87
B. Dispositions financières	88
C. Réglementation de la vente des médicaments.	90
D. Rapport de la pharmacie et des professions hospitalières	93
Pharmacopée soviétique	94

Statistique des officines pharmaceutiques en Russie Soviétique	96
Le rôle social de la pharmacie: l'assistance aux assurés	97
L'enseignement de la pharmacie et la formation de son personnel	100
I. Ecoles supérieures de pharmacie (Pharm-vouse)	102
II. Statut du personnel pharmaceutique	104
III. Immatriculation du personnel	107
IV. Organisation d'une officine de pharmacie en Russie communiste	107
V. La durée du travail	111
Impressions de quelques témoins	112
Résultats obtenus par l'organisation soviétique des pharmacies russes	114
Conclusions générales	117
Documentation	119



BOSC FRÈRES, M. & L. RIOU

00 00 IMPRIMEURS - ÉDITEURS 00 00

00 42, QUAI GAILLETON, 42 00

00 00 00 00 LYON 00 00 00 00



